

UNION POSTALE

L'ACTUALITÉ QUI FAIT BOUGER LE SECTEUR POSTAL DEPUIS 1875 | HIVER 2025/2026



UPU

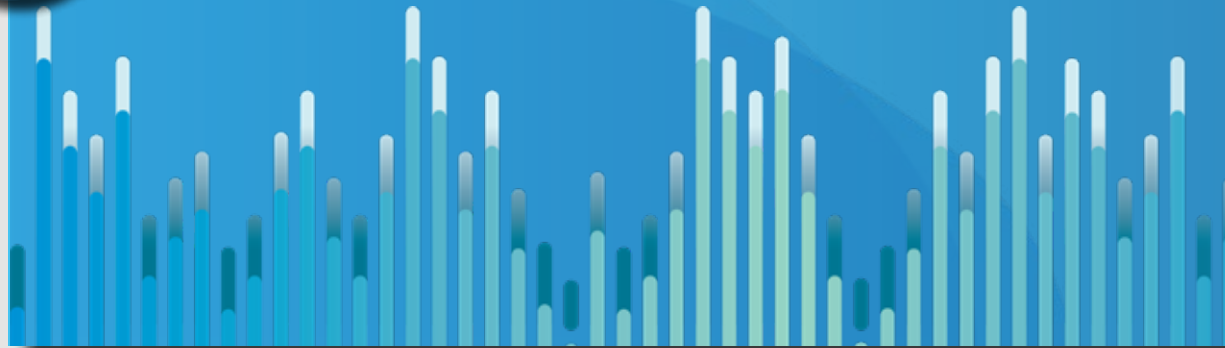
UNION
POSTALE
UNIVERSELLE



RÉDUIRE
LA FRACTURE
NUMÉRIQUE GRÂCE
À LA POSTE



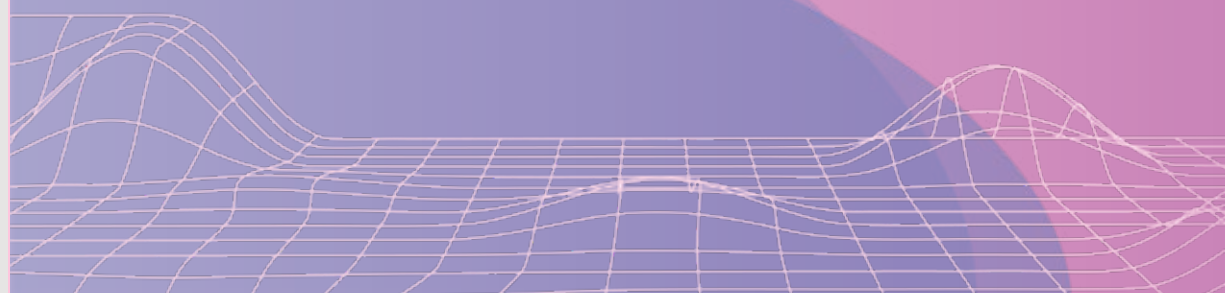
VOICE MAIL



DIGITAL UNION



POSTAL MATTERS





Voice Mail propose des récits de la poste à travers le monde. Ian Kerr, l'animateur expérimenté de ce podcast, fondateur de Postal Hub Podcast, s'entretient avec les personnes qui distribuent le courrier, avec les décideurs qui influencent le secteur et avec tous ceux qui travaillent activement en coulisses à faire avancer les choses.

Abonnez-vous à votre plate-forme de streaming favorite et écoutez:
www.upu.int/fr/Actualités-et-médias/Podcast



«Digital Union» est le bulletin mensuel de l'UPU qui diffuse des actualités et des informations sur les activités de l'institution spécialisée des Nations Unies en charge des questions postales.

Souscrivez pour rester informé des dernières évolutions dans le domaine postal: **www.upu.int/fr/Actualités-et-médias/Bulletin-d-information**

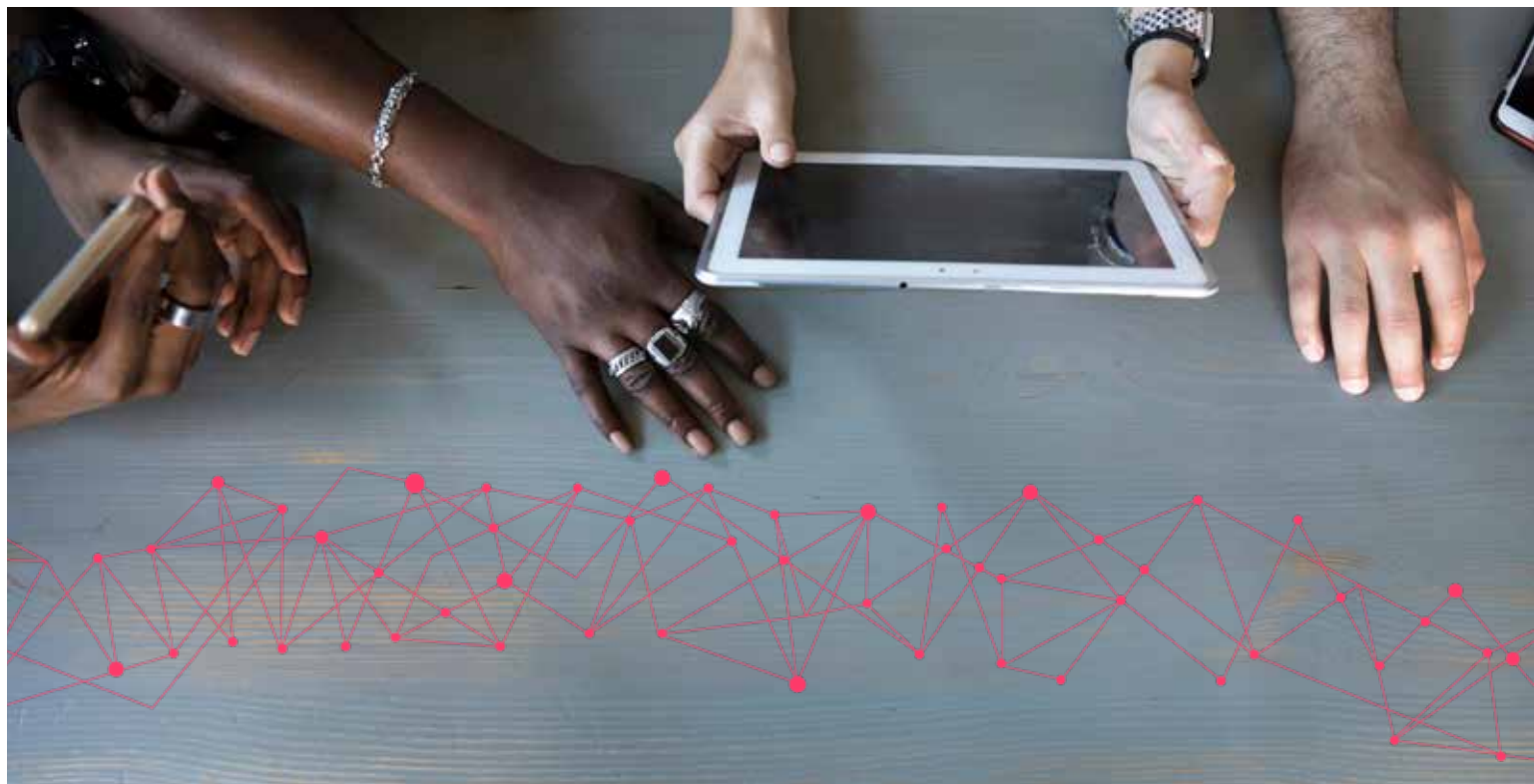


Le blog «Postal Matters» de l'UPU présente des perspectives inédites sur le secteur postal international ainsi que sur ses avancées technologiques et ses dernières innovations. Les opérateurs désignés et les autres acteurs du secteur postal peuvent nous envoyer leurs réflexions, points de vue et perspectives sur l'avenir de la poste, le commerce électronique, le développement durable, l'inclusion financière ou tout autre sujet apparenté.

Lisez les derniers articles parus: **www.upu.int/fr/Actualités-et-médias/Blog**

Pour y faire figurer votre blog postal, contactez-nous à **communication@upu.int**.





6

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Réimaginer le bureau de poste à l'ère numérique

7

NOTE DE LA RÉDACTION

Œuvrer pour un avenir postal plus inclusif

38

L'ÉPOPÉE DE LA POSTE

Multilatéralisme technique et l'UPU – Modèle de coopération dans un monde fragmenté

40

PERSPECTIVES

En Inde, DIGIPIN et l'avenir de l'adressage postal

42

FLASH INFO

46

LECTURES RECOMMANDÉES

10



TRIBUNE LIBRE

LES 30 ANS D'IPS – OUVRIR LA VOIE À UN SECTEUR POSTAL ACCESSIBLE À TOUS

Lati Matata, Directeur du Centre de technologies postales (CTP) de l'UPU, explique comment International Postal System (IPS) a révolutionné les opérations internationales lors de son lancement, il y a trente ans, et en quoi IPS sera déterminant pour la prochaine grande transformation du secteur: l'interopérabilité avec les acteurs du secteur postal élargi.

20

UPU GREEN SOLUTIONS

DÉBLOQUER DES SOLUTIONS GAGNANT-GAGNANT – PROGRAMME DE TRAVAIL MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT POSTAL DURABLE

À travers le secteur postal mondial, la durabilité n'est plus un programme secondaire. Alors que les opérateurs postaux font face à une baisse des volumes de courrier, à une augmentation des coûts et à l'évolution des attentes de la clientèle, les questions de performance environnementale, d'incidence sociale et de résilience sur le long terme se recoupent de plus en plus avec des décisions opérationnelles et financières essentielles.

24

CC CORNER

LE COMITÉ CONSULTATIF FERA PROGRESSER LA COLLABORATION PENDANT LE CYCLE DE DUBAÏ

Alors que l'Union postale universelle (UPU) entame le cycle de Dubaï 2026–2029, le nouveau Comité de gestion du Comité consultatif (CC) se positionne comme une plateforme centrale pour la consolidation du dialogue et de la collaboration à travers l'écosystème postal mondial.

CONTENU

EN COUVERTURE RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE GRÂCE À LA POSTE

Les dernières données de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ont révélé que, malgré une croissance rapide de la connectivité mondiale, 2,2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à Internet.

UNION POSTALE

UNION POSTALE est la revue phare de l'UPU depuis 1875. Diffusée chaque trimestre en cinq langues (anglais, arabe, chinois, espagnol et français), la publication couvre les activités de l'UPU, les informations internationales et les innovations du secteur postal.

Le magazine publie des articles de fond sur des sujets techniques novateurs ainsi que des entretiens avec les dirigeants du secteur.

UNION POSTALE est distribuée aux 192 Pays-membres de l'UPU, à des milliers de décideurs issus de gouvernements et de postes ainsi qu'à d'autres acteurs du secteur, qui voient le magazine comme une précieuse source d'information.

L'UPU n'est pas responsable des produits et services promus par les annonceurs tiers et ne garantit pas la véracité des déclarations de ces derniers. Les opinions exprimées dans les articles ne sont pas nécessairement celles de l'UPU.

Il est explicitement interdit de reproduire tout contenu du magazine UNION POSTALE (notamment les textes, images ou illustrations) sans autorisation préalable.

HIVER 2025/2026

Saison du pays de publication.

RÉDACTRICE EN CHEF:
Yana Brugier (YB)

AUTEURS: Makiko Hayashi (MH), Kayla Redstone (KR), Helen Norman (HN), James Hale (JH), Vincent Schicker (VS), Rajeev Venugopal (RV) et Titani Joseph Mkanalumo (TJM)

GRAPHISME:

Sonja Denovski

IMPRESSION: Imprimerie de l'UPU

ABONNEMENTS:

communication@upu.int

CONTACT:

UNION POSTALE

Bureau international de
l'Union postale universelle
3015 BERNE
SUISSE

TÉLÉPHONE: +41 31 350 31 11

ADRESSE ÉLECTRONIQUE:

communication@upu.int

SITE WEB:

www.upu.int/fr/

Actualités-et-médias

29 CENTRE DE CONNAISSANCES DE L'UPU TRADEPOST FAIT SES PREMIERS PAS EN CÔTE D'IVOIRE

32 ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'UPU L'UPU RENFORCE LA STRATÉGIE D'INCLUSION FINANCIÈRE PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS

35 L'ÉPOPÉE DE LA POSTE UNION POSTALE: 150 ANS D'ARTICLES

L'Union postale universelle a récemment célébré ses 150 ans, le 9 octobre 2024. L'année suivante, en 2025, le Bureau international a également fêté son 150e jubilé. Mais il y a encore une autre composante importante de l'UPU qui fête ses 150 ans en même temps que le BI: la revue Union Postale, dont la parution a été ininterrompue depuis sa première édition en 1875 suite à l'établissement du Bureau à Berne.

RÉIMAGINER LE BUREAU DE POSTE À L'ÈRE NUMÉRIQUE



«À mesure que le secteur continue d'évoluer, étendre la gamme de services proposés dans les bureaux de poste permet aux opérateurs postaux de répondre aux nouvelles attentes tout en préservant la mission de service universel, qui est au cœur de notre action.»

Masahiko Metoki
Directeur général, UPU



Suivez @UPU_DG

Dans un contexte où les technologies numériques continuent de transformer les sociétés et les économies, veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte est devenu l'un des défis majeurs de notre époque. Si la connectivité s'est rapidement développée, on estime que 2,2 milliards d'habitants n'ont toujours pas accès à Internet, et nombre d'entre eux se heurtent à des obstacles qui les empêchent d'accéder aux services numériques, notamment dans les communautés rurales, isolées et mal desservies. Pour le secteur postal, cette situation constitue à la fois un défi et une opportunité historique.

Le réseau postal continue de jouer un rôle de service public de confiance, avec plus de 670 000 bureaux de poste dans le monde. Depuis des générations, les bureaux de poste servent de points d'accès à la communication, aux services et à l'inclusion. Aujourd'hui, ce rôle est en train d'être redéfini à l'ère du numérique. Comme le montre l'article à la une de ce numéro, les bureaux de poste se positionnent de plus en plus comme des centres numériques: des lieux où les citoyens peuvent accéder à des services en ligne, acquérir des compétences numériques, participer au commerce électronique et contacter les services publics et financiers dans un environnement sûr et fiable.

Cette transformation est au cœur de l'initiative connect.post de l'UPU, lancée en 2022 pour accompagner les Pays-membres qui adaptent leurs réseaux postaux aux réalités du monde numérique. Cette initiative a pris de l'ampleur lors du Congrès de Dubaï 2025, ce qui témoigne de la reconnaissance croissante du bureau de poste en tant que plate-forme de développement national. Au-delà de la connectivité, l'inclusion numérique repose sur la capacité des citoyens à accéder aux services numériques et à les utiliser en toute confiance, grâce à la présence physique des bureaux de poste et du personnel postal, qui peuvent apporter une aide en personne aux groupes les moins connectés, notamment les communautés rurales, les personnes âgées et les femmes. Cela inclut aussi les personnes sous-connectées en raison d'obstacles rencontrés une fois en ligne, tels que des compétences numériques limitées, le manque d'appareils

adaptés, des contraintes financières et un accès de mauvaise qualité à Internet.

Partout, que ce soit au niveau régional ou national, les opérateurs postaux mettent déjà cette vision en pratique. En adaptant leurs services aux besoins locaux, les services postaux renforcent leur rôle d'institutions publiques de confiance qui facilitent la cohésion sociale, la participation économique et la confiance dans la prestation des services publics.

Repenser le bureau de poste, c'est aussi garantir la viabilité et la pertinence à long terme du réseau postal. À mesure que le secteur continue d'évoluer, étendre la gamme de services proposés dans les bureaux de poste permet aux opérateurs postaux de répondre aux nouvelles attentes tout en préservant la mission de service universel, qui est au cœur de notre action. Dans ce contexte, l'inclusion numérique ne va pas de pair avec la transformation postale: elle en fait partie intégrante.

La publication de la dernière édition du rapport Panorama mondial sur le rôle du secteur postal dans l'économie numérique renforce cette tendance et décrit précisément la façon dont les réseaux postaux contribuent à des sociétés numériques plus inclusives. Forts de cette avancée majeure, nous renforçons notre collaboration avec les Pays-membres par le biais d'activités de sensibilisation, de formations et de partenariats, tout en œuvrant pour une meilleure prise en considération du réseau postal dans les stratégies numériques nationales.

Le chemin qui nous attend exigera des investissements continus, un engagement politique et la coopération des partenaires publics et privés, mais la marche à suivre est claire. En repensant les bureaux de poste pour en faire des points d'accès numériques de confiance, nous faisons profiter toute la population des bénéfices de la transformation numérique et nous permettons au secteur postal de continuer à remplir sa mission de toujours: connecter les habitants, créer des opportunités et soutenir le développement inclusif pour les générations à venir.

MASAHIKO METOKI
Directeur général, UPU

ŒUVRER POUR UN AVENIR POSTAL PLUS INCLUSIF

NOTE DE LA RÉDACTION

Alors que le secteur postal a rapidement évolué au cours des dernières décennies, la finalité et la force de la poste sont restées constantes. Son vaste réseau de succursales physiques, ses millions d'employés postaux et son mandat de service public en font un partenaire indispensable pour atteindre les populations, les communautés et les entreprises aux quatre coins du monde.

Dans cette édition d'Union postale, nous explorons les moyens par lesquels la poste transforme son modèle économique d'activités pour devenir un prestataire plus large de services inclusifs pour l'ère moderne. Dans ces pages, nous examinons les recherches, outils, projets et partenariats qui aident les postes à se positionner partout pour réussir.

Notre article à la une présente une vue panoramique de la manière dont les opérateurs postaux aident les gouvernements à combler le fossé numérique au niveau national, mettant en lumière comment le programme connect.post de l'UPU crée un dynamisme international par un appui au plaidoyer et au renforcement des capacités.

D'autres articles dans ce numéro mettent en avant le rôle crucial des partenariats pour atteindre les populations mal desservies. Ils éclairent la façon dont l'UPU fait avancer sa stratégie d'inclusion financière en collaborant avec le secteur privé. En parallèle, la nouvelle équipe directrice du Comité consultatif nous explique comment elle compte stimuler la collaboration entre les postes et le secteur postal élargi.

Le présent numéro donne un aperçu du rôle croissant de l'UPU en tant que point d'appui pour la coopération dans le cadre des développements techniques qui ont catalysé le rôle de la poste comme canal inclusif pour le commerce mondial. Notre article sur la poste du passé se plonge dans le rôle fondamental joué par l'UPU dans le multilatéralisme technique pour lui permettre de façonner sa capacité à s'adapter continuellement aux conditions et aux besoins changeants du monde. Ce multilatéralisme est ce qui a poussé à développer les technologies pionnières de l'UPU comme International Postal System, la solution incontournable pour la communication à travers la chaîne logistique postale, qui fête en 2026 son 30^e anniversaire.

À mesure que les postes étendent leurs offres, le développement durable sera indispensable pour la prestation, la confiance et l'efficacité en matière de services. Nous nous penchons sur les moyens concrets développés par les postes pour débloquer les avantages du développement postal durable.

Bonne lecture!

YANA BRUGIER

Rédactrice en chef



Navigate cross-border compliance

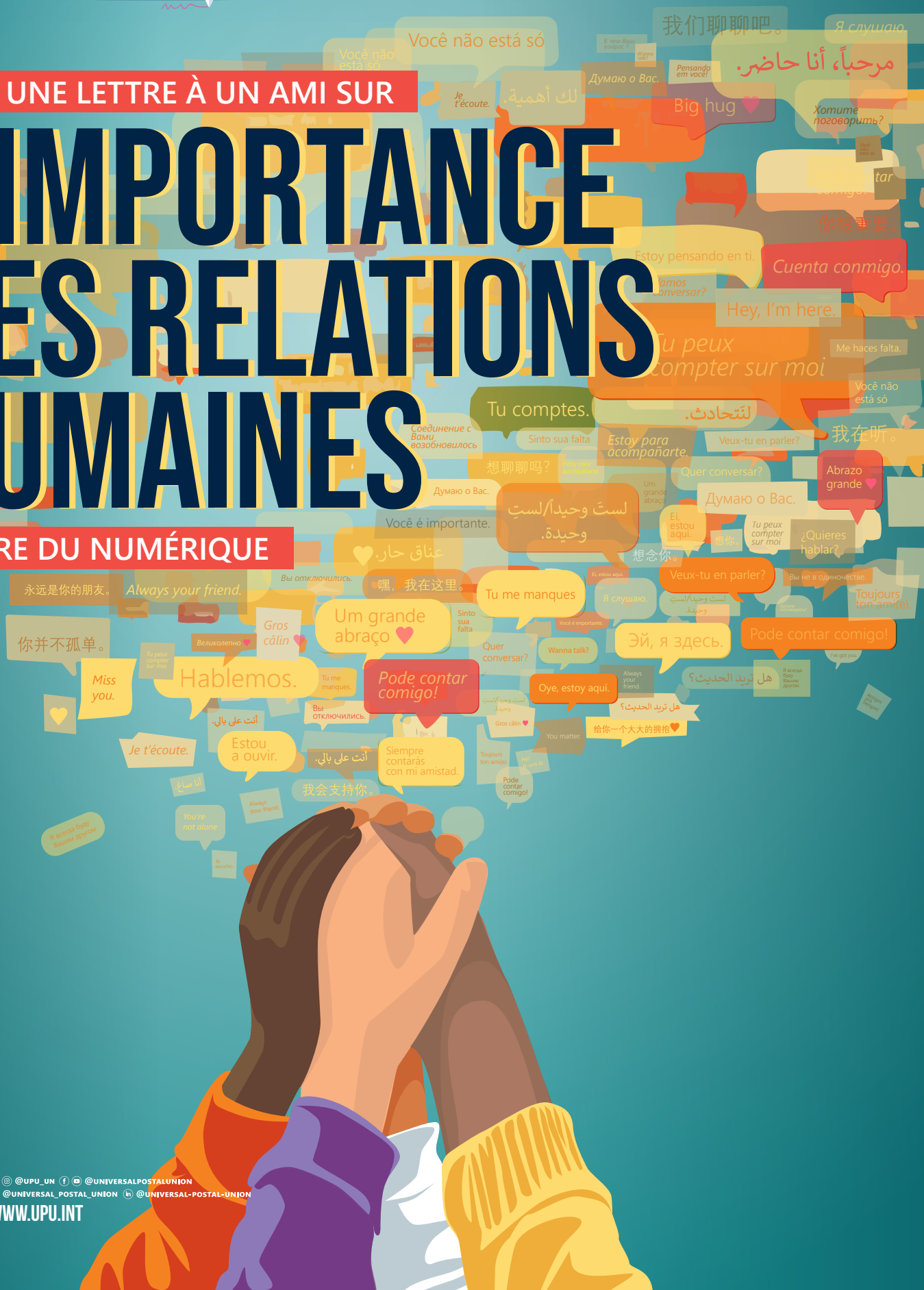
Automate with Avalara.





L'IMPORTANCE DES RELATIONS HUMAINES

À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE



LES 30 ANS D'IPS – OUVRIR LA VOIE À UN SECTEUR POSTAL ACCESSIBLE À TOUS

Lati Matata, Directeur du Centre de technologies postales (CTP) de l'UPU, explique comment International Postal System (IPS) a révolutionné les opérations internationales lors de son lancement, il y a trente ans, et en quoi IPS sera déterminant pour la prochaine grande transformation du secteur: l'interopérabilité avec les acteurs du secteur postal élargi.



Texte: KAYLA REDSTONE

Après son lancement, en 1996, IPS est devenu le premier système mondial de gestion du courrier de bout en bout permettant aux opérateurs postaux du réseau de l'UPU de communiquer sur le statut des envois postaux.

Si certains opérateurs postaux ont commencé à créer leurs propres solutions pour gérer le traitement du courrier, ils ont travaillé de manière disparate et devaient fournir d'énormes efforts individuels. Par contraste, la Coopérative télématique et son organe exécutif, le CTP, ont adopté une approche globale en travaillant avec un groupe de Pays-membres intéressés pour élaborer une solution évolutive. Il en résulte une plate-forme mettant en relation plus de 190 opérateurs postaux ayant contribué à la mondialisation accélérée des services postaux. L'échange de données postales enregistre une hausse de 16% d'une année à l'autre depuis 2021, qui présentait une valeur de référence de 167 millions de messages observés sur le réseau informatique postal de l'UPU, POST*Net.

«C'était une initiative inédite dans la mesure où quelques opérateurs postaux se sont réunis pour créer une solution technologique pouvant bénéficier au réseau entier des opérateurs postaux dans les 192 Pays-membres. Cet objectif altruiste fait écho aux principes fondateurs de l'UPU, selon lesquels le tout est meilleur que la somme de ses parties», déclare Lati Matata, qui a rejoint le CTP aux débuts d'IPS et a aidé à façonner son développement pendant plus de vingt-cinq ans.

ÉVOLUTION DU COURRIER AXÉ SUR LES DONNÉES

IPS a été conçu pour permettre le suivi et la localisation des envois postaux en facilitant l'échange de données informatisé (EDI) de l'UPU. Cependant, le système a évolué au fil des années avec les contributions des Pays-membres de l'UPU, l'évolution des normes et des règlements et les avancées technologiques.

IPS a été étendu pour inclure des partenaires supplémentaires dans la chaîne logistique postale tels que les transporteurs. Des améliorations ultérieures ont permis aux postes d'assumer des fonctions de gestion telles que la comptabilité et le calcul des frais terminaux au sein de la plate-forme. Alors qu'IPS a commencé à recueillir davantage

de données de meilleure qualité et depuis un plus grand nombre de sources, l'UPU a pu ajouter à l'outil des services à valeur ajoutée tels que les programmes d'amélioration de la qualité de service (rapport sur la rémunération en fonction des résultats) et les analyses avancées sur les tendances du secteur.

Sur la base des besoins et retours des Pays-membres de l'UPU, le CTP a aussi élaboré une gamme de produits adaptée à l'infrastructure et aux objectifs commerciaux des opérateurs postaux sur le réseau. Le système IPS d'origine propose la gamme complète des fonctionnalités de gestion du courrier et est hébergé sur l'infrastructure de l'opérateur postal. IPS.post est une version en nuage allégée de la technologie hébergée par l'UPU et conçue pour les opérateurs postaux avec de faibles volumes de courrier. IPS Cloud, l'ajout le plus récent, déploie toutes les fonctionnalités d'IPS dans une solution en nuage hébergée par l'UPU avec des coûts matériels et de maintenance réduits pour les opérateurs.

«IPS est toujours à jour, sans coûts supplémentaires, de l'évolution des normes et réglementations postales. Grâce à la vaste couverture de déploiement d'IPS, la grande majorité du réseau d'opérateurs postaux peut générer des données postales conformes en un temps très court après des changements apportés aux règlements ou des améliorations des normes de l'UPU», explique-t-il.

Aujourd'hui, IPS est toujours considéré comme une technologie clé pour le CTP, et les évolutions futures, allant de Domestic Postal System (DPS) au système de déclaration en douane (CDS), ont suivi son modèle.

«La culture de l'amélioration continue du CTP a véritablement commencé avec IPS, car il était impossible d'élaborer une solution pour tous les opérateurs postaux en même temps. L'amélioration continue d'IPS pour répondre aux besoins individuels des opérateurs postaux, tout en étant aussi utile aux autres opérateurs postaux, est devenue un principe fondamental», explique M. Matata.

Il estime que la solution a révolutionné l'utilisation des données aux fins de l'élaboration de produits postaux.

en étaient encore à leurs balbutiements. Trente ans plus tard, ces données sont devenues indissociables de la circulation

«Quand IPS a été créé, en 1996, le suivi et la localisation en étaient encore à leurs balbutiements. Trente ans plus tard, ces données sont devenues indissociables de la circulation du courrier. IPS a donné l'élan pour créer les produits postaux de l'UPU basés sur les données dont nous disposons aujourd'hui.»

Lati Matata

Directeur du Centre de technologies postales de l'UPU

du courrier. IPS a donné l'élan pour créer les produits postaux de l'UPU basés sur les données dont nous disposons aujourd'hui», déclare M. Matata. Il ajoute que la solution de rendu droits acquittés récemment développée par l'UPU, bénéficie aussi de cet élan.

SOLUTION AVEC POINT D'ENTRÉE UNIQUE

Bien que le système IPS dispose d'un avantage concurrentiel par rapport aux autres prestataires depuis trente ans, M. Matata estime que l'UPU ne se repose pas sur ses lauriers.

Il met en avant les plans dans le cadre de la stratégie technologique de l'UPU pour 2026–2029, qui englobe une plate-forme technologique de l'UPU globale dans laquelle les opérateurs postaux et opérateurs non postaux peuvent accéder à une solution avec point d'entrée unique pour chaque fonction métier dans la chaîne logistique. «Par exemple, les nouvelles exigences nationales, régionales et internationales en matière de procédures douanières, à la fois sur le plan de la sécurité et de la fiscalité, par exemple, ont amené le CTP à considérer IPS et les autres solutions – le CDS, DPS et POST*Net – comme un ensemble de solutions intégrées fournissant une plate-forme technologique complète pour un opérateur postal. Cela signifie qu'il est nécessaire que toutes les solutions fonctionnent ensemble pour répondre aux besoins commerciaux postaux», explique-t-il.

Deux éléments sont essentiels pour assurer la réussite de cette vision: un renforcement de la cybersécurité et de l'interopérabilité avec les acteurs du secteur postal élargi.

Le CTP a déjà mis en place un certain nombre de normes de cybersécurité reconnues internationalement en lien avec ses plates-formes et la gestion des informations. La prochaine étape consiste à créer un centre de partage et d'analyse d'informations pour le secteur postal (POST-ISAC) pour permettre à l'ensemble du réseau de l'UPU et à ses partenaires de diffuser des informations sur les menaces, de renforcer leurs capacités en matière de cyberrésilience et d'assurer l'adoption à l'échelle du secteur des normes de cybersécurité.

Pour créer une solution véritablement internationale, les acteurs du secteur postal élargi – y compris les fournisseurs de solutions technologiques – devront pouvoir s'interfacer avec la solution. Pour M. Matata, l'interopérabilité avec les opérateurs non postaux est un scénario «gagnant-gagnant»: les entreprises privées peuvent accéder à un réseau international établi, les opérateurs postaux peuvent tirer parti de meilleurs volumes issus du commerce électronique par le biais de partenaires commerciaux, mais sans ajouter de complexité, et l'UPU réaffirme son rôle de pivot en matière de coopération postale internationale.

Pour préserver la stabilité et la sécurité du réseau, tous les partenaires non postaux devront respecter un ensemble de normes définies par l'UPU et certifiables dans le cadre de son programme UPU-TechCert. Plusieurs entreprises ont déjà suivi cette procédure et satisfait aux critères de qualification.

«C'est un pas en avant pour l'UPU pour prouver que le secteur postal s'adresse à tout le monde», déclare Lati Matata. **KR**



RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE GRÂCE À LA POSTE

Les dernières données de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ont révélé que, malgré une croissance rapide de la connectivité mondiale, 2,2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à Internet.

Texte: HELEN NORMAN

Les dernières données de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ont révélé que, malgré une croissance rapide de la connectivité mondiale, 2,2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à Internet. Ce chiffre représente environ un quart de la population mondiale, et les individus les moins connectés vivent dans des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire. De plus, de nombreuses personnes considérées comme connectées sont toujours confrontées à des obstacles qui les empêchent de disposer d'une connectivité suffisante, notamment un manque de compétences numériques, des problèmes d'accessibilité financière des données, des appareils non adaptés et une connexion de mauvaise qualité (p. ex. débit lent et couverture limitée).

Ces statistiques sont inquiétantes, car le monde s'appuie de plus en plus sur le numérique, où les services essentiels – comme les services administratifs, financiers et de santé – migrent rapidement en ligne. Afin de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté pendant cette transformation numérique, l'UPU a lancé l'initiative mondiale connect.post en 2022. Celle-ci cherche à combler les écarts numériques en transformant tous les bureaux de poste du monde en centres numériques d'ici à 2030.

L'initiative connect.post reconnaît le rôle important que les bureaux de poste peuvent jouer dans l'inclusion numérique. «Le réseau postal mondial sert déjà un grand nombre de personnes déconnectées ou mal connectées, explique Kevin Hernandez, expert «Inclusion numérique» à l'UPU. Il y a plus de 650 000 bureaux de poste dans le monde, et la plupart sont situés dans des zones rurales où vivent les personnes les plus déconnectées. L'objectif de connect.

post est donc de tirer parti de ce réseau très étendu pour aider à connecter les personnes les moins connectées.»

Le projet a pour principal objectif de connecter tous les bureaux de poste du monde à Internet d'ici à 2030. Mais, comme l'explique M. Hernandez, cet objectif n'est que le point de départ d'une initiative bien plus importante. «Le projet vise également à tirer parti de l'infrastructure postale pour aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs de politique publique, par la prestation de services numériques», ajoute-t-il.

D'après M. Hernandez, il existe trois principaux types de services numériques: les services de commerce électronique pour aider les petites et moyennes entreprises à participer au commerce transfrontalier, les services administratifs en ligne pour

«Nous espérons que ces projets, le rapport Panorama numérique mondial et la bibliothèque d'études de cas inspireront d'autres postes, qui pourront ensuite faire appel à l'UPU et collaborer avec nous pour mettre en œuvre des services numériques.»

Kevin Hernandez

Expert «Inclusion numérique» à l'UPU

«Lorsque les initiatives répondent aux exigences réelles de la communauté, y compris en matière d'accessibilité financière et de simplicité d'utilisation, l'usage augmente et les centres deviennent une partie intégrante de la vie quotidienne de la communauté et promeuvent la prise de responsabilités au sein de la communauté.»

Dr Gift Kallisto Machengete,
Directeur général du POTRAZ

s'assurer que personne n'est laissé de côté lorsque les canaux physiques sont supprimés et les services financiers numériques.

«L'un des éléments qui sous-tend tout cela est le fait que nous positionnons les postes comme prestataires de ces services par l'intermédiaire d'une approche multicanal», explique M. Hernandez. L'argument de vente majeur des postes est leur réseau physique étendu. Chacun de ces 650 000 bureaux de poste est déjà pourvu de guichets postaux et de personnel postal. Ce personnel peut aider les citoyens les moins connectés et les moins à l'aise avec le numérique à accéder aux services en ligne.

«Je pense que c'est très important, car l'inclusion numérique se concentre généralement sur le fait de connecter un nombre spécifique de personnes à Internet dans un délai précis, mais ne prend pas en considération les obstacles auxquels certains peuvent être encore confrontés après avoir été connectés. Ils peuvent, par exemple, ne pas savoir comment accéder aux services administratifs en ligne, ou ils peuvent ne pas être à l'aise avec le fait d'effectuer des transactions financières numériques. Dans ces cas, les bureaux de poste peuvent apporter du soutien et fournir des conseils», ajoute-t-il.

D'après Radka Sibille, coordonnatrice
«Politiques numériques et commerce»

à l'UPU, connect.post – et les projets plus larges d'inclusion numérique à l'échelle mondiale – prend de l'ampleur depuis quelques années, à mesure que les gouvernements tentent de combler le fossé numérique entre les régions urbaines et rurales ainsi qu'entre les genres et entre les pays. «Deux grandes étapes numériques à l'échelle mondiale ont stimulé cet élan», explique-t-elle. Tout d'abord, le Pacte numérique mondial des Nations Unies, qui a été adopté en 2024 et par lequel les gouvernements ont accepté d'intensifier leurs efforts relatifs à des problématiques comme la connectivité numérique et la gouvernance numérique relative à l'intelligence artificielle.

«La deuxième étape était l'examen complet réalisé l'année dernière des Nations Unies sur la société de l'information, lancé il y a vingt ans pour aider à définir comment les technologies de l'information et de la communication sont utilisées à travers le monde de façon centrée sur l'humain, poursuit Mme Sibille. Les Nations Unies et d'autres acteurs révisent le document du sommet tous les dix ans. Lorsque le document a été révisé il y a dix ans, les bureaux de poste n'étaient pas mentionnés.»

Toutefois, d'après Mme Sibille, la révision effectuée l'année dernière du document du Sommet mondial des Nations Unies sur la société de l'information a reconnu que les institutions solidement



Inauguration du Centro de Cercanía (centre de proximité) no 65 dans la ville de Colón (Uruguay), dans le département de Lavalleja

établies, comme les bureaux de poste, les bibliothèques, les hôpitaux et les écoles, peuvent jouer un rôle crucial pour favoriser une connectivité numérique suffisante à l'échelle mondiale. L'importance de la transformation numérique était également l'un des plus importants sujets de discussion du Congrès de Dubaï 2025.

PANORAMA MONDIAL

Profitant de cet élan, l'UPU a publié son propre rapport: Rôle du secteur postal dans la société et l'économie numériques – Panorama mondial. Le rapport s'appuie sur les données de 153 opérateurs postaux pour montrer comment ceux-ci tirent déjà parti de leurs réseaux physiques étendus et de leurs capacités numériques croissantes pour promouvoir la participation économique, sociale, financière et numérique à grande échelle.

S'appuyant sur la quatrième édition du rapport, publiée en 2024, la dernière version a adopté une nouvelle approche. Au lieu d'évaluer l'adoption numérique, elle met en avant le rôle vital que joue le secteur postal pour favoriser des sociétés et des

«Le projet a pour principal objectif de connecter tous les bureaux de poste du monde à Internet d'ici à 2030. Mais, comme l'explique M. Hernandez, cet objectif n'est que le point de départ d'une initiative bien plus importante. «Le projet vise également à tirer parti de l'infrastructure postale pour aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs de politique publique, par la prestation de services numériques.»

Kevin Hernandez

Expert «Inclusion numérique» à l'UPU

économies numériques et inclusives. «Le rapport inclut 28 exemples emblématiques d'opérateurs postaux du monde entier qui utilisent leurs réseaux de bureaux de poste pour connecter les personnes, et pas seulement dans les pays industrialisés, ajoute Mme Sibille. À l'avenir, ces exemples seront inclus dans une bibliothèque en ligne d'études de cas qui sera mise à jour en continu avec de nouveaux témoignages et projets dès leur concrétisation. Nous espérons qu'il s'agira d'une ressource utile pour les pays cherchant à transformer leurs bureaux de poste en centres numériques.»

Profitant de l'élan du rapport, l'UPU commence à travailler avec les postes du monde entier, y compris en Afrique et dans les Caraïbes, pour les aider à renforcer leurs capacités numériques par l'intermédiaire du projet connect.post. «Il est temps d'agir», affirme Mme Sibille.

Et cette action prend forme grâce en partie aux financements du fonds du Japon, alimenté par le Ministère japonais de l'intérieur et des communications. «Avec ce projet, nous aidons à connecter les bureaux de poste dans 10 pays, notamment dans sept petits États insulaires en développement, et d'autres pays seront bientôt pris en charge, explique M. Hernandez. Ici, nous aidons les postes à introduire de nouveaux services et infrastructures de connectivité, comme l'appui au commerce électronique pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises et le Wi-Fi communautaire dans les bureaux

de poste ruraux, pour que les opérateurs puissent étendre les services numériques qu'ils proposent déjà. Par exemple, nous aidons Kyrgyz Post à étendre 250 services postaux et financiers numériques à plus de 150 bureaux de poste qui n'étaient auparavant pas connectés à Internet.»

D'après M. Hernandez, la plupart de ces projets sont encore à un stade précoce et les détails spécifiques sont toujours confidentiels. Toutefois, il est clair qu'ils représentent le début de quelque chose de beaucoup plus important. «Nous espérons que ces projets, le rapport «Panorama numérique mondial» et la bibliothèque d'études de cas inspireront d'autres postes, qui pourront ensuite faire appel à l'UPU et collaborer avec nous pour mettre en œuvre des services numériques», ajoute M. Hernandez.

INCLUSION NUMÉRIQUE EN ACTES

Tandis que l'UPU poursuit ses travaux sur l'initiative connect.post, les opérateurs postaux du monde entier reconnaissent la valeur que leurs réseaux peuvent apporter aux communautés pour l'inclusion numérique. Le rapport «Panorama numérique mondial» met à l'honneur plusieurs opérateurs – de pays industrialisés ou en développement – qui ouvrent la voie dans ce domaine. La Poste, par exemple, joue un rôle central dans l'initiative France Services, un programme



Centres numériques au Zimbabwe – Plus de 200 bureaux de poste du pays ont été transformés en centres numériques



La Poste accueille environ 15% des espaces France services de l'État, où les citoyens bénéficient d'un accompagnement en personne pour accéder aux services numériques de 10 ministères et organismes publics

gouvernemental assurant que les citoyens peuvent accéder aux services publics essentiels à vingt minutes au maximum de chez eux. Les centres France Services sont hébergés par un grand nombre d'entités, dont La Poste, qui exploite 15% des quelque 2500 sites, particulièrement dans les zones rurales et reculées.

D'autres exemples incluent Pos Indonesia, qui a réadapté ses plus de 4300 bureaux de poste mis à niveau sur le plan numérique afin d'en faire des guichets physiques pour les services financiers proposés avec des partenaires bancaires et non bancaires. On peut également mentionner le projet Polis, de Poste Italiana, une initiative nationale majeure visant à transformer le réseau postal italien en centres de services numériques et guichets uniques pour les services administratifs publics.

«Je pense que l'un des exemples les plus parlants provient de l'Inde, qui exploite le réseau postal le plus large du monde, avec environ 164 000 bureaux de poste, dont 90% sont situés dans des zones rurales. En 2018, l'Inde a lancé India Post Payments Bank, qui a touché plus de 100 millions de clients en moins de sept ans grâce à une approche multicanal solide», explique M. Hernandez.

«Les services financiers numériques sont disponibles par l'intermédiaire d'une application, aux guichets des bureaux de poste et par l'intermédiaire du personnel chargé de la distribution au domicile de la

clientèle. Ce modèle a été particulièrement efficace pour toucher les populations rurales, en particulier les femmes, poursuit-il. Les comptes bancaires postaux sont également utilisés pour le transfert des allocations gouvernementales, soutenant ainsi les groupes marginalisés. Au-delà de la finance, la poste intègre des services de commerce électronique et administratifs en ligne. En parallèle, les centres d'exportation des bureaux de poste aident les microentreprises et les petites et moyennes entreprises et les artisans ruraux à se conformer à des procédures complexes d'exportation grâce à une assistance en personne. La poste prend également en charge l'inscription ou la mise à jour de son identité numérique Aadhaar, ce qui est essentiel pour les personnes qui ne possèdent pas de smartphones ou de compétences numériques.»

CENTRES NUMÉRIQUES DE ZIMPOST

Au Zimbabwe, Zimpost, en collaboration avec l'Autorité de régulation des postes et des télécommunications du Zimbabwe (POTRAZ), a établi plus de 200 centres numériques dans ses bureaux de poste à travers le pays. Ces centres, principalement situés dans des communautés rurales et marginalisées, visent à réduire la fracture numérique urbaine-rurale en mettant les infrastructures et les services numériques essentiels à la disposition des habitants.

Les centres numériques donnent un accès abordable à des ordinateurs, à Internet et aux services essentiels dans les zones rurales. Ils dispensent des formations pour l'acquisition de compétences numériques, permettent la participation au commerce électronique et l'accès aux emplois en ligne, hébergent des services bancaires et de télécommunications et appuient les plates-formes publiques en ligne. «Grâce à ce modèle intégré, les centres numériques ne réduisent pas seulement les écarts de connectivité, mais renforcent également les compétences numériques, l'inclusion financière, l'accès aux services publics et l'engagement de la communauté sur l'ensemble du territoire», explique le Dr Gift Kallisto Machengete, Directeur général du POTRAZ.

Le Dr Machengete explique pourquoi Zimpost est bien positionné pour jouer un rôle central dans l'avancement de l'inclusion numérique: «Zimpost dispose de l'un des réseaux physiques les plus larges et les plus équitablement distribués au Zimbabwe, avec notamment une forte présence rurale là où les opérateurs commerciaux des technologies de l'information et de la communication ont une présence limitée. Cette infrastructure existante réduit les coûts de déploiement et permet aux investissements du fonds pour le service universel d'atteindre les communautés qui, autrement, resteraient exclues. Les bureaux de poste et les agences postales

sont également des institutions publiques fiables, ce qui est important pour les nouveaux utilisateurs numériques, les personnes âgées, les femmes, les personnes en situation de handicap et les jeunes ruraux. En tirant parti de l’empreinte de Zimpost, POTRAZ peut rendre les services numériques accessibles dans des espaces communautaires familiers, accélérant ainsi l’inclusion sans dupliquer d’infrastructures.»

Le succès de l’initiative des centres numériques au Zimbabwe est dû au fait qu’elle se consacrait aux besoins spécifiques d’une communauté plutôt qu’à la connectivité uniquement. «Les services comme l’impression, la numérisation, l’informatique de base, l’accès à Internet et les plates-formes d’apprentissage sont souvent plus immédiatement précieux pour les communautés que la connectivité à elle seule, explique le Dr Machengete. Lorsque les initiatives répondent aux exigences réelles de la communauté, y compris en matière d’accessibilité financière et de simplicité d’utilisation, l’usage augmente et les centres deviennent une partie intégrante de la vie quotidienne de la communauté et promeuvent la prise de responsabilités au sein de la communauté.»

Le Dr Machengete croit également que le succès dépend des partenariats, de l’accessibilité financière, de la pertinence communautaire et d’une forte supervision réglementaire. «Les initiatives d’inclusion numérique devraient être conçues pour avoir une incidence à long terme, pas juste pour apporter la connectivité. L’expérience du Zimbabwe démontre que, lorsque les réseaux postaux sont combinés à l’appui du fonds pour le service universel,

à l’innovation et à la participation de la communauté, ils peuvent jouer un rôle transformateur dans le développement numérique national», ajoute-t-il.

CENTRES DE PROXIMITÉ EN URUGUAY

Amérique du Sud, l’opérateur postal de l’Uruguay joue un rôle essentiel pour l’inclusion numérique grâce à ses Centros de Cercanía (centres de proximité). D’après Gabriel Bonfrisco, Président du Conseil d’administration de Correo Uruguayo, le projet a été créé pour traiter un «problème structurel dans le pays: l’inégalité territoriale dans l’accès aux services publics». Pendant des décennies, les citoyens vivant loin de Montevideo – la capitale de l’Uruguay – étaient confrontés à de longs trajets, des coûts supplémentaires et du temps perdu pour effectuer des procédures administratives de base.

Les Centros de Cercanía ont été conçus pour changer la donne en «rapprochant les services administratifs des utilisateurs, particulièrement dans les petites villes ne possédant pas de bureaux administratifs permanents». Grâce à des partenariats

conclus entre Correo Uruguayo, des conseils municipaux et des municipalités, l’infrastructure postale existante a été transformée en centres de services décentralisés. M. Bonfrisco souligne que cette approche «améliore l’équité territoriale et renforce les économies locales, évite les trajets non nécessaires et renforce le rôle de Correo Uruguayo comme instrument de la cohésion sociale».

Le premier centre a ouvert à Arévalo, en décembre 2016, et le réseau compte désormais 66 centres sur l’ensemble du territoire. Beaucoup d’entre eux sont situés dans des villes de quelques centaines d’habitants seulement, ce qui démontre, selon M. Bonfrisco, un «engagement clair envers la démocratisation de l’accès aux services administratifs». Il ajoute que la croissance régulière prouve que l’initiative «n’est pas une politique ponctuelle, mais une stratégie publique consolidée».

Chaque centre propose plus de 100 services, fonctionnant comme des «guichets réels pour les services administratifs» qui réunissent les procédures postales, financières et administratives au même endroit. Au-delà des services, l’impact social est concret. «Les Centros de Cercanía

«Cette approche améliore l’équité territoriale et renforce les économies locales, évite les trajets non nécessaires et renforce le rôle de Correo Uruguayo comme instrument de la cohésion sociale.»

Gabriel Bonfrisco,

Président du Conseil d’administration de Correo Uruguayo



India Post Payments Bank propose des services financiers numériques selon une approche multicanal: par son application mobile, aux guichets des bureaux de poste avec un accompagnement personnalisé, et directement au domicile de la clientèle par l’intermédiaire du personnel de distribution

évitent à des milliers de personnes de devoir parcourir des dizaines de kilomètres pour accéder aux services essentiels,» explique M. Bonfrisco. Il souligne également leur rôle de centres communautaires où «le gouvernement se présente de façon conviviale, accessible et fiable».

Pour d'autres opérateurs postaux, il suggère de «tirer parti de la grande portée territoriale de l'opérateur comme plate-forme stratégique de politique publique». En Uruguay, cette portée prouve que les postes peuvent être de puissants moteurs de l'inclusion numérique et de la cohésion territoriale.

DES DÉFIS PERSISTENT

En plus d'aider à l'inclusion numérique, les bureaux de poste connectés aident également les opérateurs postaux à diversifier leurs sources de revenus. «Comme nous le savons tous, dans un grand nombre de pays, les volumes de courrier sont en baisse et, en conséquence, les opérateurs doivent fermer des bureaux de poste, explique M. Hernandez. C'est une mauvaise nouvelle: l'une des plus grandes forces des opérateurs postaux réside dans la taille de leur réseau. Les bureaux de poste devraient, au contraire, être développés en centres numériques à guichet unique où les recettes sont diversifiées – provenant de la poste aux lettres, des colis, du commerce électronique, des services financiers, des services administratifs en ligne et bien plus –, ce qui augmentera la fréquentation des installations. Les opérateurs postaux seraient alors moins dépendants du courrier. Encore une fois, India Post nous offre un parfait exemple de cette situation. D'après les statistiques postales officielles de l'UPU, le nombre de bureaux de poste en Inde est passé de 156 000 en 2022 à 164 000 aujourd'hui».

Des exemples tels que ceux de l'Inde, de l'Uruguay et du Zimbabwe illustrent l'impact réel que peuvent avoir les réseaux postaux dans l'accélération de la transformation numérique. Toutefois, un grand nombre de défis persistent lorsqu'il s'agit de transformer les bureaux de poste en centres numériques, à la fois à l'échelle nationale et internationale.

«Au niveau mondial, le plus grand défi réside dans un manque de reconnaissance de la poste comme facilitatrice potentielle de l'inclusion numérique», explique Mme Sibille. En parallèle, les restrictions législatives et réglementaires figurent parmi les défis à l'échelle nationale, car certaines postes ne sont pas autorisées à proposer des services allant au-delà du secteur. En conséquence, le gouvernement doit intervenir. «Nous espérons que le rapport Panorama mondial aidera à convaincre les gouvernements que tirer parti des postes pour l'inclusion numérique est une bonne idée», ajoute M. Hernandez.

D'autres pays font face à un manque de compétences numériques; il est donc nécessaire de former le personnel postal en plus de mettre en place l'infrastructure numérique. L'UPU peut intervenir sur cette question en proposant des activités de renforcement des capacités numériques dans le cadre de l'initiative connect.post. «La majorité des projets sur lesquels nous travaillons dans les Caraïbes, en Asie centrale et en Afrique inclut un élément de formation, poursuit M. Hernandez. Nous proposons également des projets d'assistance technique où nous aidons des pays à réfléchir à la meilleure façon de tirer parti de leur infrastructure postale pour l'inclusion numérique. Nous créons ensuite des évaluations de la transformation numérique. Pour ces évaluations, nous ne nous limitons pas aux postes. Nous discutons également avec tous les acteurs pertinents, comme ceux du secteur public, financier ou du commerce électronique, pour déterminer leurs priorités et les faire correspondre à celles de la poste.»

REHAUSSER LE PROFIL DE LA POSTE

L'initiative connect.post a montré que les bureaux de poste peuvent jouer un rôle important dans l'inclusion numérique. Mais il sera nécessaire d'agir plus rapidement, d'augmenter les financements et d'élargir les partenariats pour transformer ce potentiel en réalité. «L'un des aspects les plus importants consiste à rehausser le profil de la poste, remarque M. Hernandez. La majorité du débat sur l'inclusion numérique se concentre sur le fait de connecter les individus, mais les bureaux de poste et les autres institutions solidement établies peuvent veiller à ce que leurs communautés ne soient pas laissées de côté».

Pour Mme Sibille, le défi consiste à atteindre

«Le défi consiste à atteindre les décideurs politiques qui définissent les stratégies numériques nationales. C'est important pour ces personnes de comprendre la valeur des postes.»

Radka Sibille

Coordonnatrice «Politiques numériques et commerce», UPU

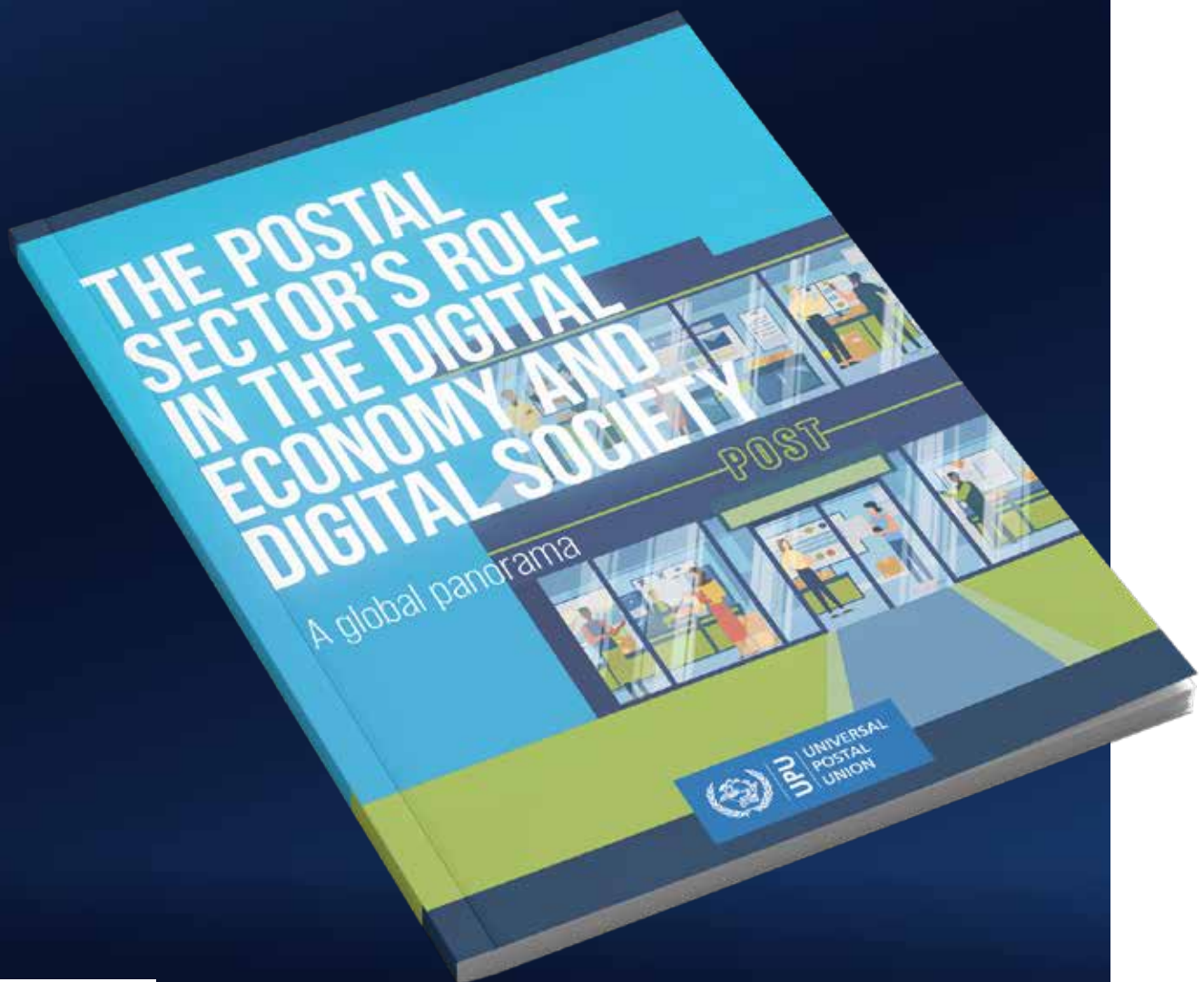
les décideurs politiques qui définissent les stratégies numériques nationales. «C'est important pour ces personnes de comprendre la valeur des postes», explique-t-elle. L'UPU traite cette question par un plaidoyer et un nouveau cours de formation conjoint avec l'Académie de l'UIT destiné aux décideurs politiques numériques, mettant en avant les études de cas du monde entier pour prouver que les postes peuvent obtenir des résultats.

Le financement constitue toujours un obstacle important. Bien que le fonds du Japon ait permis d'initier des projets, M. Hernandez remarque qu'environ 100 000 bureaux de poste ne sont toujours pas connectés à Internet. «Pour atteindre notre objectif de 2030, nous allons devoir mobiliser un grand nombre de ressources et nous allons devoir le faire rapidement.»

Mme Sibille ajoute que l'UPU ne peut pas y parvenir sans aide: «L'UPU est une petite institution. Nous espérons que le secteur privé et que d'autres acteurs interviendront. Les bureaux de poste font déjà partie de l'infrastructure numérique publique et peuvent être exploités pour élargir l'inclusion numérique», conclut-elle. **HN**

Discover how postal operators worldwide are driving digital and financial inclusion at scale.

DOWNLOAD THE DIGITAL PANORAMA REPORT



https://www.upu.int/UPU/media/upu/publications/Digital%20services/202512u-PUDigitalPanoramaReport2025_EN.pdf

DÉBLOQUER DES SOLUTIONS GAGNANT-GAGNANT – PROGRAMME DE TRAVAIL MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT POSTAL DURABLE

À travers le secteur postal mondial, la durabilité n'est plus un programme secondaire. Alors que les opérateurs postaux font face à une baisse des volumes de courrier, à une augmentation des coûts et à l'évolution des attentes de la clientèle, les questions de performance environnementale, d'incidence sociale et de résilience sur le long terme se recoupent de plus en plus avec des décisions opérationnelles et financières essentielles.

Texte: JAMES HALE

Le défi n'est plus de savoir s'il faut s'engager dans le développement durable, mais comment le faire de manière à consolider la prestation de service, l'efficacité et la confiance. Cette perspective a été reprise dans un nouveau programme de travail mondial pour le développement postal durable.

RESTER RENTABLE TOUT EN RESTANT PERTINENT

Le secteur postal peut-il à la fois engendrer des profits et réaliser des objectifs sociaux et environnementaux? Ou bien le développement durable signifie-t-il inévitablement des rapports et projets supplémentaires et moins de temps à consacrer aux principaux enjeux commerciaux – volumes de courrier en



baisse, coûts de distribution en hausse, manque de personnel et attentes plus élevées de la clientèle? Un tel scepticisme est raisonnable: les opérateurs doivent en faire plus pour le développement durable, souvent sans ressources supplémentaires, sans objectifs clairs et sans avantages immédiats.

Toutefois, plusieurs des solutions les plus pratiques en matière de durabilité sont également des améliorations opérationnelles simples – réduction de l'utilisation du carburant et des coûts de maintenance, réduction des distributions infructueuses, amélioration de la sécurité et de la rétention du personnel et élargissement de la filière de recrutement. Cela est appuyé par de récentes recherches et consultations menées par le Bureau international de l'UPU, «qui montrent que résumer le défi au profit par rapport au progrès risque de nous faire passer à côté d'opportunités précieuses.

Autrement dit, un personnel motivé et des engagements des entreprises sont importants, mais les initiatives en matière de

durabilité réussissent souvent sur le long terme lorsqu'elles sont alignées sur la principale mission de l'opérateur postal.

COMMENT LE SECTEUR PEUT-IL RÉPONDRE AUX ATTENTES CROISSANTES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ SANS PERDRE DE VUE LA QUALITÉ DE SERVICE, L'ABORDABILITÉ ET LA RÉALITÉ FINANCIÈRE?

Des variations sur cette question ont été débattues durant le Congrès extraordinaire de Riyad 2023, de même que lors de réunions ultérieures du Conseil d'administration (CA), du Conseil d'exploitation postale (CEP) et d'un groupe permanent du CEP – le Groupe «Services postaux durables» (GSPD).

De ces discussions, trois principes directeurs ont été dégagés:

DONNER LA PRIORITÉ AUX CHEVAUCEMENTS

– lorsque les initiatives pour le climat, l'économie circulaire, la santé ou l'égalité des sexes renforcent également les recettes postales, l'efficacité et la confiance.

ACCÉDER À UN FINANCEMENT EXTÉRIEUR AU SECTEUR

– les opérateurs ne devraient pas supporter seuls la totalité du coût d'une transition mondiale.

PROUVER RAPIDEMENT LA VALEUR

– commencer avec des projets pilotes, évaluer les résultats, puis déployer à grande échelle. Ces principes ont été appliqués et testés par le biais de recherches mandatées, publications, entretiens individuels, consultations régionales, ateliers, séminaires en ligne et projets nationaux. Oliver Kaliski, Coprésident du GSPD, partage ses réflexions sur cette consultation et sur l'harmonisation. «Les débats ces dernières années ont montré que la durabilité n'est pas un complément, mais un pilier stratégique pour l'avenir du secteur postal. Quand nous examinons ensemble les objectifs écologiques, sociaux et économiques, nous renforçons non seulement notre résilience, mais aussi la confiance du public dans la

poste comme infrastructure essentielle», explique M. Kaliski. Ce processus a défini la manière dont le développement durable a été pour finir intégré dans le nouveau plan d'activités et la nouvelle stratégie de l'UPU, adoptés par le Congrès de Dubaï 2025, qui comprennent un programme de travail consacré à la réalisation de solutions gagnant-gagnant pour le développement durable et aux nombreux besoins urgents du secteur postal.

DOMAINES CLÉS DES TRAVAUX SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR LES QUATRE PROCHAINES ANNÉES

L'action climatique est un thème majeur pour le nouveau cycle d'activités, le Bureau international apportant un soutien technique et aux projets pour réaliser des économies, améliorer la résilience opérationnelle et produire des recettes à partir de nouveaux services ayant trait au climat, comme la distribution écologique et le recyclage d'articles de grande valeur. Formation, développement de politiques et soutien de projet seront aussi assurés dans des domaines comme l'égalité des sexes, la santé et d'autres services postaux à caractère social.

Nombre de ces domaines de travail sont soutenus par un ensemble consacré de ressources offrant des renseignements complémentaires et des détails pratiques. Ils figurent sur le site Web de l'UPU ([publications sur le développement durable](#)) et sont résumés ci-dessous.

Présenter le développement durable sous l'angle économique du point de vue des entreprises est un moyen pratique d'aider à populariser le sujet dans une organisation. La publication [Arguments commerciaux en faveur de services postaux durables](#) constitue une introduction aux domaines dans lesquels les priorités pour la modernisation postale et le développement durable se chevauchent. Couvrant des thèmes comme la rentabilité, la sécurité énergétique et l'investissement dans l'infrastructure, elle identifie les problèmes pratiques rencontrés par les opérateurs postaux, et offre des solutions en matière de durabilité issues du monde réel. Ainsi, les

«Les débats ces dernières années ont montré que la durabilité n'est pas un complément, mais un pilier stratégique pour l'avenir du secteur postal. Quand nous examinons ensemble les objectifs écologiques, sociaux et économiques, nous renforçons non seulement notre résilience, mais aussi la confiance du public dans la poste comme infrastructure essentielle.»

Oliver Kaliski
Coprésident du GSPD



acteurs du commerce électronique attendent toujours plus de leurs partenaires de distribution qu'ils répondent aux normes environnementales et sociales – les opérateurs sont encouragés à commencer à recueillir des données sur la durabilité pour éviter de se voir bloquer l'accès à ce marché vital et en plein essor.

Deux publications se concentrent sur l'action climatique – un domaine de travail essentiel pour l'avenir. [Débloquer le financement climatique pour le secteur postal](#) est une publication qui offre une carte pratique pour savoir comment les entités postales peuvent sécuriser des financements pour des initiatives climatiques – positionnant le financement climatique comme une «opportunité non exploitée» en faveur d'une prestation de services plus propres, plus intelligents et plus fiables. [Dispositif de l'UPU pour le climat](#) est une vision de la façon dont le Bureau international soutiendra les Pays-membres dans le développement de projets bancables prêts pour investissement, la mise à profit de subventions, prêts et financements mixtes et l'élaboration de nouvelles sources de revenus.

[L'égalité des sexes et l'UPU](#) offre une explication directe de la pertinence de l'égalité entre hommes et femmes pour les opérateurs postaux. Les hommes et les femmes ont souvent des besoins différents; en tenant compte de tous ces besoins, les opérateurs peuvent concevoir des services postaux qui fonctionnent pour tout le monde et attirer un plus grand nombre et une plus grande variété de personnes pour travailler dans le secteur. Des exemples sont présentés pour des domaines comme les

services financiers, le commerce et le recrutement. Ce qui est particulièrement frappant est le rôle de la poste comme facilitateur clé pour que chacun puisse accéder aux marchés du commerce électronique, ce qui peut contribuer à combler les écarts entre les sexes. La Société financière internationale (IFC) a calculé que combler les écarts entre les sexes pourrait coûter 280 milliards d'USD de plus que la valeur du marché du commerce électronique sud-asiatique et 14,5 milliards d'USD de plus que celui de l'Afrique, entre 2025 et 2030 (source: IFC, 2021).

A contrario, la publication [Réseaux postaux: l'épine dorsale de l'économie circulaire des produits électroniques](#) consiste en un résumé technique de la manière dont le développement de services de logistique inverse pour les appareils électroniques usagés (réutilisation/réparation/remise à neuf/recyclage) peut augmenter les volumes et recettes des postes. C'est plus que simplement facturer des frais de ramassage; les opérateurs postaux pourraient recevoir des commissions sur les reventes, produire des données précieuses, voire offrir des services d'effacement de données. Enfin, les opérateurs postaux sont bien placés pour se positionner comme un réseau physique et numérique intégré pour l'économie circulaire et bénéficier de fonds déjà alloués par les producteurs à cette finalité.

S'IMPLIQUER

Les travaux prennent déjà forme sur le terrain. Le Bureau international aide les Pays-membres à convertir les priorités du développement durable en des projets

«Des opérateurs postaux et ministères aux régulateurs et fournisseurs de solutions technologiques, une vaste gamme de parties prenantes contribuent par leurs idées et leur expertise alors que les initiatives passent du stade de concept à celui de la mise en œuvre. Ce large engagement est indispensable pour veiller à ce que les projets de développement durable apportent des bénéfices pérennes pour les activités postales de base.»

Siva Somasundram

Directeur des politiques, de la régulation et des marchés

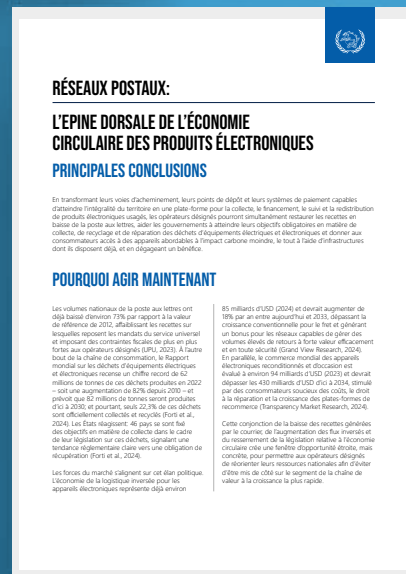
Tous les partenaires souhaitant en savoir plus ou à apporter des idées sont encouragés à contacter l'équipe de l'UPU en charge du développement durable sustainability@upu.int

bancables, avec une filière de projets de plus de 30 millions d'EUR. Siva Somasundram, Directeur des politiques, de la régulation et des marchés, insiste sur l'importance de la participation du secteur. «Des opérateurs postaux et ministères aux régulateurs et fournisseurs de solutions technologiques, une vaste gamme de parties prenantes contribuent par leurs idées et leur expertise alors que les initiatives passent du stade de concept à celui de la mise en œuvre. Ce large engagement est indispensable pour veiller à ce que les projets de développement durable apportent des bénéfices pérennes pour les activités postales de base», explique M. Somasundram. **JH**

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE SECTEUR POSTAL

Lectures recommandées

<https://www.upu.int/en/universal-postal-union/activities/sustainable-development/key-publications-sustainable-development>



LE COMITÉ CONSULTATIF FERA PROGRESSER LA COLLABORATION PENDANT LE CYCLE DE DUBAÏ

Alors que l'Union postale universelle (UPU) entame le cycle de Dubaï 2026–2029, le nouveau Comité de gestion du Comité consultatif (CC) se positionne comme une plate-forme centrale pour la consolidation du dialogue et de la collaboration à travers l'écosystème postal mondial.

Texte: HELEN **NORMAN**



L'assemblée générale du Comité consultatif «session 0, automne 2025»

S'appuyant sur l'intégration formelle du CC dans la gouvernance de l'UPU, le Comité de gestion vise à traduire le mandat élargi du CC en des contributions pratiques au développement de politiques, à la normalisation et aux initiatives opérationnelles.

Établi à l'occasion du Congrès de Beijing 1999, le CC a connu son premier changement majeur en 2022 avec l'incorporation formelle de parties prenantes individuelles du secteur privé dans le cadre institutionnel de l'UPU. Sa finalité est de représenter les intérêts des acteurs du secteur postal international élargi et de fournir un canal structuré pour l'engagement entre les opérateurs postaux, les acteurs du secteur postal élargi et les organes de gouvernance de l'UPU, tout en stimulant les partenariats et en veillant à ce que l'expertise du secteur privé éclaire les travaux de l'UPU.

Le Congrès de Dubaï 2025 ayant confirmé un rôle plus important pour le CC, le cycle 2026–2029 marque un passage de l'établissement institutionnel à la maturité opérationnelle. «Alors que nous entrons dans le cycle de Dubaï, notre résolution pour la nouvelle année est claire: passer résolument de la vision à une mise en œuvre pratique en s'appuyant sur les fondements solides établis durant le cycle d'Abidjan, a affirmé Walter Trezek, Président du CC. Le mandat qui nous a été confié ne change pas – nos priorités sont inébranlables et le temps est venu d'agir.»

M. Trezek est soutenu dans sa tâche par Tawnee Steinke, Vice-Présidente du CC et représentante de l'entreprise BoxC, ainsi que par un Comité de gestion composé de sept membres issus du secteur privé.

M. Steinke souligne que la transition du CC vers la maturité opérationnelle doit être étroitement alignée sur les réalités du marché, particulièrement sur les segments à croissance rapide, comme le commerce électronique transfrontalier. Il précise: «La croissance du commerce électronique transfrontalier appelle une coordination accrue entre développement politique et exécution opérationnelle. Le rôle du CC est de garantir que l'expertise du secteur privé consolide la mise en œuvre, appuie l'interopérabilité et permet aux opérateurs postaux de déployer des services commerciaux conformes et durables à grande échelle.

INTÉGRER UNE RÉALITÉ POSTALE PLUS LARGE

Une priorité essentielle pour le Comité de gestion est d'intégrer davantage le CC dans les travaux quotidiens de l'UPU, reflétant ainsi la structure évolutive du marché postal mondial. «En 2026, nous nous résolvons à adhérer pleinement à l'évolution de l'UPU en tant qu'organisation intergouvernementale qui reconnaît désormais le rôle collaboratif des opérateurs postaux et des acteurs du secteur postal élargi, a ajouté M. Trezek. Notre centre d'intérêt en 2026 est d'intégrer cette nouvelle réalité dans notre travail quotidien et de veiller à ce que toutes les voix soient prises en considération».

Les activités du CC sont structurées autour de sept chapitres thématiques: politique et réglementation, adressage et marketing direct, fret et transport, douanes et sécurité des produits, commerce électronique, services financiers postaux et durabilité. Chacun de ces chapitres est représenté par un rapporteur chargé de présenter les positions et l'expertise aux organes compétents des Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale.

D'après Walter Trezek, ces chapitres devraient jouer un rôle plus proactif durant le cycle de Dubaï. «Nous nous engageons à réorganiser nos chapitres thématiques afin qu'ils soient des moteurs d'innovation et d'expertise, et non de simples organes réactifs, a-t-il expliqué. Notre but est d'intégrer proactivement dans les débats politiques et de normalisation de l'UPU les connaissances sur le marché, l'innovation et le savoir-faire opérationnel des membres du CC.»

COMMERCE ÉLECTRONIQUE TRANSFRONTALIER

Pour les membres du Comité de gestion, la structure thématique ancre le dialogue entre le secteur privé et les organes directeurs de l'UPU dans les réalités opérationnelles. Ignacio Mayer, membre du Comité de gestion, Directeur principal du développement des nouveaux marchés pour la région Europe, Moyen-Orient et Afrique chez MailAmericas, fait ressortir le commerce électronique comme un défi déterminant pour le cycle à venir.

«Ma première priorité est l'intégration de l'agilité du secteur privé dans le réseau

«Alors que nous entrons dans le cycle de Dubaï, notre résolution pour la nouvelle année est claire: passer résolument de la vision à une mise en œuvre pratique en s'appuyant sur les fondements solides établis durant le cycle d'Abidjan.»

Walter Trezek
Président du CC

postal mondial pour répondre aux exigences de la croissance exponentielle du commerce électronique transfrontalier, explique-t-il, notant que le marché devrait représenter 1000,3 milliards d'USD d'ici à 2034. Nous devons passer d'une norme de distribution de trente à quarante jours à une norme de quinze jours au maximum sur les marchés naissants.»

M. Mayer décrit la structure thématique du CC comme un «pont entre les cadres réglementaires et la réalité opérationnelle» permettant de mener des discussions sur les unités économiques et les structures de coûts qui sont fondées sur les données, tout en soutenant l'«hypercollaboration», surtout dans des régions comme l'Afrique.

NORMES ET INTEROPÉRABILITÉ

Du point de vue de la normalisation, Heinz D. Graf, membre du Comité de gestion, expert principal en normes chez GS1, met l'accent sur l'interopérabilité et les processus partagés. «La logistique sur toute la chaîne de valeur ne peut plus être gérée par un seul prestataire – des partenaires qui travaillent ensemble sont toujours nécessaires», affirme-t-il.

«Avec plus de cinquante années d'expérience dans la normalisation, nous, chez GS1, voyons un grand potentiel pour améliorer l'efficacité et diminuer les coûts pour l'UPU dans son ensemble, poursuit M. Graf. Cela augmentera la compétitivité.»

Il met en évidence la valeur des initiatives conjointes telles que les zones de prospérité postale et le rôle des interfaces normalisées pour permettre aux opérateurs postaux de maintenir leur service de distribution au dernier kilomètre. «La connaissance du secteur privé est indispensable pour le bien-être de l'UPU», ajoute-t-il.

FACILITATION DE PROJET

Le mandat étendu du CC permet aussi une implication plus active dans des projets conjoints. Lars Karlsson, membre du Comité de gestion, responsable international des services de conseils en commerce et en douanes chez A.P. Møller-Mærsk, décrit cela comme une opportunité stratégique.

«Les grandes priorités du CC devraient se concentrer sur la définition de solutions stratégiques conjointes novatrices adaptées à un environnement commercial en mutation, a déclaré M. Karlsson. L'UPU devrait voir cela comme une opportunité pour concevoir, créer et tester conjointement avec le CC de nouveaux processus selon le cadre et mandat convenus.»

«La croissance du commerce électronique transfrontalier appelle une coordination accrue entre développement politique et exécution opérationnelle. Le rôle du CC est de garantir que l'expertise du secteur privé consolide la mise en œuvre, appuie l'interopérabilité et permet aux opérateurs postaux de déployer des services commerciaux conformes et durables à grande échelle.»

Tawnee Steinke

Vice-Présidente du CC et représentante de l'entreprise BoxC



Il met en avant la transformation du commerce électronique, l'échange de données, la conteneurisation et les zones de prospérité postale comme domaines prioritaires, tout en soulignant l'importance de la focalisation et de la structure. «Il est important que la stratégie globale du CC guide les travaux de concentration des chapitres thématiques afin qu'ils produisent des résultats concrets», précise-t-il.

RELEVER LES DÉFIS D'ORDRE STRUCTUREL

Dame Damevski, membre du Comité de gestion, Directeur des marchés internationaux chez e-Boks Group, pointe du doigt des difficultés structurelles, notamment la baisse des volumes de lettres et l'absence d'un cadre d'intérêt public pour la communication numérique.

«Pendant des décennies, le courrier physique a opéré selon des principes clairs d'universalité, de confidentialité et de certitude juridique. La communication numérique est devenue le principal canal d'interaction officielle et sociétale, et pourtant, elle reste largement en dehors de cadres comparables. Cette asymétrie représente une grande lacune de politique publique. Elle soulève aussi une question fondamentale quant à la manière dont le mandat de communication historique du secteur postal peut évoluer pour rester pertinent dans le domaine numérique», souligne-t-il.

Il met en outre en garde contre un écart grandissant entre les opérateurs postaux en matière de capacité. «Le CC occupe une position unique pour relever chacun de ces défis, car il rassemble l'expertise dans les domaines de la technologie, des opérations, de la régulation et des pratiques du marché.»

«Lors du cycle à venir, la collaboration pratique devrait se concentrer sur trois domaines: implication plus précoce de l'expertise du CC dans le développement de politiques et de normes, harmonisation accrue de projets pilotes conjoints avec les programmes de l'UPU et voies plus claires pour la contribution du secteur privé dans la coopération au développement et l'assistance technique, y compris le développement d'une infrastructure technologique partagée pour appuyer la mise en œuvre à grande échelle», ajoute M. Damevski.

APPORTER DE LA VALEUR GRÂCE À LA COLLABORATION

Au sein du Comité de gestion, l'importance de la distribution et des incidences mesurables est partagée. «Cette année, nous exploiterons notre meilleur atout – nos membres, déclare Walter Trezek. Le CC établira des cadres professionnels et structurés pour le jumelage, les forums sur les partenariats et les projets collaboratifs.»

Il met également en lumière l'adoption d'un Code de conduite comme priorité. «Notre principe directeur est simple: chaque action que nous menons doit consolider l'écosystème ouvert de l'UPU et apporter à nos membres des avantages concrets et pratiques», continue-t-il.

Pour conclure, M. Trezek précise: «Nous plaçons pour maintenir un dialogue ouvert et transparent alors que nous faisons de cette feuille de route une réalité. Faisons de 2026 l'année pendant laquelle nous bâtissons, collaborons et réalisons – transformant notre vision collective en un succès mesurable pour l'UPU et ses membres.» **HN**



POWER **UP** WITH

● POST

SECURING *your trusted*
DIGITAL SPACE

- ✓ PACKAGE DE CONFORMITÉ TOUT-EN-UN
- ✓ HÉBERGEMENT DNS
- ✓ CERTIFICATS NUMÉRIQUES
- ✓ HÉBERGEMENT DE MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE
- ✓ HÉBERGEMENT DE SITES WEB
- ✓ PLACE DE MARCHÉ DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE
- ✓ NFT ET CRYPTOTIMBRES
- ✓ ET BIEN PLUS...



<https://trust.post> 



CONNECT•POST

CONNECTER UNE POSTE, CONNECTER UNE COMMUNAUTÉ

FAIRE PROGRESSER L'INCLUSION NUMÉRIQUE UNIVERSELLE
À TRAVERS LA POSTE D'ICI À 2030



TRADEPOST FAIT SES PREMIERS PAS EN CÔTE D'IVOIRE



Au début de décembre 2025, Abidjan (Côte d'Ivoire) était au cœur d'un nouveau chapitre en matière de facilitation du commerce postal. Pendant cinq jours, les représentants du Gouvernement ivoirien, les autorités douanières, La Poste de Côte d'Ivoire et les opérateurs postaux de toute l'Afrique de l'Ouest se sont réunis avec l'UPU pour lancer TradePost en Côte d'Ivoire. Le point d'orgue de l'atelier régional a été la création du premier comité national TradePost, qui marque le début de la mise en œuvre et positionne la Côte d'Ivoire comme le premier pays à mettre en place ce modèle de facilitation du commerce par le biais du réseau postal.

RÉAFFIRMATION DU MANDAT RELATIF À LA FACILITATION DU COMMERCE

La facilitation du commerce est depuis longtemps intégrée au mandat de l'UPU. Traditionnellement liés au fret volumineux et au commerce par conteneurs, les efforts de facilitation doivent aujourd'hui répondre à une réalité différente: des millions de petits paquets franchissent quotidiennement

les frontières, alimentés par l'expansion rapide du commerce électronique.

«La facilitation du commerce concerne de nombreux segments du réseau postal et de la chaîne logistique – services physiques, services financiers, services électroniques, douanes, compagnies aériennes et sécurité», explique Houssein Gharbi, expert «Développement des petites et moyennes entreprises et commerce» de l'UPU. L'essor du commerce électronique transfrontalier a augmenté le volume des petits paquets, positionnant le réseau postal au centre de cette transformation.

Si les systèmes traditionnels ont été construits pour le fret en grandes quantités, l'économie moderne exige de la vitesse, de l'interopérabilité et des échanges de données en temps réel. Dans ce contexte, TradePost est un cadre de réforme de facilitation du commerce ancré dans le réseau postal. Il met en œuvre le concept de «guichet unique» pour aligner les institutions, moderniser les processus logistiques et intégrer les systèmes de données en vue d'optimiser les procédures et de réduire la friction aux frontières.

«Le lancement de TradePost n'est pas une simple mise à jour opérationnelle, déclare

Texte: MAKIKO HAYASHI

«Le lancement de TradePost n'est pas une simple mise à jour opérationnelle, déclare M. Gharbi. Il s'agit d'une réaffirmation stratégique du mandat de base de l'UPU pour favoriser la collaboration et promouvoir la facilitation du commerce et l'inclusion commerciale à travers le monde.»

Houssein Gharbi

Expert «Développement des petites et moyennes entreprises et commerce» de l'UPU



«La décision de la Côte d'Ivoire de devenir un pays pilote s'inscrit dans une vision stratégique claire: faire du commerce électronique un levier de création de richesses et de croissance économique.»

Gaston Esmel Méléndje

Directeur du commerce électronique au Ministère du commerce et de l'industrie de Côte d'Ivoire

M. Gharbi. Il s'agit d'une réaffirmation stratégique du mandat de base de l'UPU pour favoriser la collaboration et promouvoir la facilitation du commerce et l'inclusion commerciale à travers le monde.» En intégrant les douanes, la sécurité, la logistique et les données, TradePost repositionne la poste comme un partenaire commercial complet.

POURQUOI LA CÔTE D'IVOIRE?

Pour Gaston Esmel Méléndje, Directeur du commerce électronique au Ministère du commerce et de l'industrie de Côte d'Ivoire, la décision de piloter TradePost est le reflet d'une stratégie nationale délibérée.

«La décision de la Côte d'Ivoire de devenir un pays pilote s'inscrit dans une vision stratégique claire: faire du commerce électronique un levier de création de richesses et de croissance économique», explique-t-il.

Selon M. Méléndje, le pays offre un écosystème numérique dynamique, une forte pénétration des téléphones mobiles et des solutions largement adoptées de paiement électronique. En tant que centre logistique avec ses ports d'Abidjan et de San-Pédro, la Côte d'Ivoire est en bonne position pour tester et faire évoluer les solutions de facilitation du commerce transfrontalier.

Toutefois, l'infrastructure reste essentielle. «Tout cela doit être soutenu par une infrastructure appropriée», souligne M. Méléndje.

Interrogé par *Union postale* sur la manière dont l'opérateur postal national pourrait renforcer l'efficacité opérationnelle, la confiance et la qualité de service, M. Méléndje décrit la transformation en cours: «Des processus modernisés, des flux numérisés et des capacités renforcées de suivi et de localisation amélioreront l'efficacité», explique-t-il.

«Positionner la poste comme un tiers de confiance pour la distribution, l'envoi contre remboursement, l'identité numérique et la gestion des retours permettra de renforcer la confiance.» Il ajoute que des délais de distribution plus courts et la couverture plus inclusive permettront d'aligner les services sur les normes internationales de commerce électronique.

S'ATTAQUER SANS DÉTOUR AUX OBSTACLES

L'atelier de décembre a souligné les défis structurels, y compris les procédures complexes, les goulets d'étranglement logistiques et les lacunes en matière d'infrastructure. Selon Gaston Esmel Méléndje, trois priorités nécessitent une attention urgente au niveau national.

«La simplification et la numérisation des procédures, en particulier des procédures douanières, sont indispensables pour réduire les délais, les coûts et l'incertitude pour les opérateurs du commerce électronique», explique-t-il. Il souligne aussi la nécessité de renforcer les capacités logistiques, notamment pour les petits

paquets, la distribution au dernier kilomètre et la gestion des retours, qui sont indispensables à la confiance de la clientèle. Une troisième priorité consiste à améliorer l'interopérabilité entre les systèmes d'information associant le service postal, les douanes, les plates-formes de paiement et les acteurs du secteur privé.

Il souligne que «s'attaquer à ces barrières nécessite une approche interministérielle, une coordination renforcée public-privé et une orientation stratégique claire». Dans ce contexte, la coopération avec l'UPU est stratégique. En effet, elle fournit un cadre reconnu internationalement qui permet à la Côte d'Ivoire d'aligner les systèmes postaux et logistiques avec les normes internationales tout en renforçant les capacités nationales et en intégrant le pays au sein de chaînes de valeur numériques internationales.

L'INCLUSION EN PRATIQUE

La facilitation du commerce peut sembler être un sujet technique, mais ses incidences sont profondément humaines. Pour Patricia Zoundi-Yao, Présidente du mouvement national des petites et moyennes entreprises, les défis rencontrés par les femmes sont bien réels.

«Le premier défi demeure l'accès aux informations stratégiques», déclare-t-elle. Même si des opportunités existent, elles sont fragmentées et difficiles à exploiter. L'identification de partenaires fiables, la compréhension des exigences réglementaires et l'accès aux données pertinentes du marché nécessitent des ressources dont ne disposent pas la plupart des petites et moyennes entreprises (PME), notamment celles dirigées par les femmes.

Les obstacles logistiques et administratifs aggravent le problème. Les coûts élevés d'acheminement, les procédures douanières complexes et les délais imprévisibles découragent les plus petites entreprises. L'accès limité aux paiements sécurisés et aux solutions de financement commercial ajoutent de nouvelles contraintes.

Selon elle, TradePost peut aider en centralisant les informations commerciales, en facilitant les liens avec les partenaires certifiés et en tirant parti du réseau postal pour simplifier la logistique internationale.

«Le réseau postal est un levier stratégique qui reste sous-exploité pour l'inclusion économique des PME», souligne Mme Zoundi-Yao.

Avec sa portée nationale, comprenant les zones rurales où de nombreuses entrepreneures exercent leurs activités, le réseau postal devient une passerelle vers la formalisation pour proposer un accès aux informations, aux services administratifs et à une logistique fiable.

Intégré aux plates-formes numériques telles que TradePost, un réseau postal moderne peut sécuriser les transactions, simplifier les expéditions internationales et réduire les asymétries en matière d'informations. Il joue aussi un rôle éducatif en sensibilisant aux normes d'exportation, en orientant sur la conformité des emballages et en dirigeant les entreprises vers des solutions de paiement et d'assurance.

Pour Mme Zoundi-Yao, le message est clair: le commerce international ne doit pas être réservé aux grandes entreprises. TradePost peut transformer le potentiel local en opportunité internationale.

DEPUIS LE LANCEMENT JUSQU'À L'IMPACT À LONG TERME

Alors que TradePost passe de la phase de lancement à celle de mise en œuvre, l'accent est désormais mis sur la responsabilité collective.

«La réussite de cette initiative dépendra de notre capacité à transformer rapidement des projets pilotes en solutions opérationnelles», remarque M. Mélédje. La prise en charge nationale par les services postaux, les autorités douanières, les PME et les plates-formes numériques sera indispensable, tout comme la durabilité des réformes au-delà des cycles de financement initial.

Pour l'UPU, TradePost s'inscrit dans un effort plus large visant à garantir que les 670 000 bureaux de poste dans le monde sont pleinement mis à profit pour favoriser l'inclusion commerciale. Selon Houssem Gharbi, les gouvernements doivent activement intégrer les opérateurs postaux aux programmes nationaux en matière de commerce et de commerce électronique, avec la participation aux comités nationaux de facilitation du commerce.

Ainsi, TradePost en Côte d'Ivoire est bien plus qu'une initiative nationale. Il illustre comment les réseaux postaux peuvent évoluer vers des écosystèmes logistiques et numériques intégrés, reliant les entrepreneurs locaux aux marchés internationaux et réaffirmant le rôle de la poste en tant qu'acteur central dans le développement économique inclusif.

Au moment où la Côte d'Ivoire se propose comme pilote et modèle régional, le

message envoyé aux autres pays est évident: le réseau postal n'est pas un système obsolète, mais une infrastructure essentielle pour l'avenir du commerce. **MH**



«Le premier défi demeure l'accès aux informations stratégiques.

Même si des opportunités existent, elles sont fragmentées et difficiles à exploiter.

L'identification de partenaires fiables, la compréhension des exigences réglementaires et l'accès aux données pertinentes du marché nécessitent des ressources dont ne disposent pas la plupart des petites et moyennes entreprises (PME), notamment celles dirigées par les femmes.»

Patricia Zoundi-Yao

Présidente du mouvement national des petites et moyennes entreprises



TRADEPOST

TradePost est une initiative stratégique qui renforce le mandat de l'UPU visant à faire progresser l'inclusion dans le commerce mondial et sa facilitation pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME), notamment les femmes entrepreneures. En intégrant les questions relatives aux douanes, à la sûreté, à la logistique et aux données, elle positionne les opérateurs postaux comme des partenaires commerciaux complets sur la chaîne logistique internationale.

Grâce à des engagements politiques et à des programmes de renforcement des capacités comme le programme postal Easy Export, l'UPU aide ses Pays-membres à soutenir les MPME et la participation du commerce électronique au commerce mondial.

En savoir davantage sur les activités de l'UPU relatives à la facilitation du commerce et à la façon dont elles alimentent des solutions de commerce postal dans le monde entier:

www.upu.int/fr/union-postale-universelle/activites/facilitation-du-commerce



L'UPU RENFORCE LA STRATÉGIE D'INCLUSION FINANCIÈRE PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS

Alors que 20% de la population mondiale n'ont toujours pas accès à des comptes bancaires, selon le Global Findex de la Banque mondiale en 2025, les opérateurs postaux ont la possibilité de combler cette lacune. C'est pourquoi l'UPU donne un nouvel élan pour promouvoir l'inclusion financière postale avec une stratégie ciblée capitalisant sur des partenariats mutuellement avantageux avec le secteur privé.

Texte: KAYLA REDSTONE



AXA fait progresser l'assurance inclusive en Égypte. Photo: AXA

Au fur et à mesure que les besoins de la clientèle continuent d'évoluer, nous avons l'occasion stimulante de tirer parti de notre réseau, de nos capacités et de nos collaborateurs – en tant que l'un des réseaux physiques les plus étendus au monde – pour fournir des services novateurs afin de contribuer à la réalisation des priorités en matière d'inclusion financière», déclare Masahiko Metoki, Directeur général du Bureau international de l'UPU.

«En tirant parti des partenariats en tant que catalyseur pour l'innovation, le partage des connaissances, le renforcement des capacités et le soutien technique, je pense que la poste peut devenir un fournisseur majeur de solutions d'accès à des services financiers modernes, abordables et inclusifs. En soutenant les objectifs nationaux de l'UPU en matière d'inclusion financière pour fournir des paiements numériques, des services d'épargne, d'assurance inclusive et de microfinance, les postes et leurs partenaires peuvent encourager et autonomiser les communautés mal desservies, développer des communautés résilientes et stimuler le développement socioéconomique aux niveaux local, national et international», ajoute-t-il.

STRATÉGIE GAGNANTE

Les partenariats sont un pilier essentiel de la stratégie d'inclusion financière de l'UPU, qui repose non seulement sur le financement, mais surtout sur l'expertise de la part des partenaires pour créer des programmes

«En tirant parti des partenariats en tant que catalyseur pour l'innovation, le partage des connaissances, le renforcement des capacités et le soutien technique, je pense que la poste peut devenir un fournisseur majeur de solutions d'accès à des services financiers modernes, abordables et inclusifs.»

Masahiko Metoki

Directeur général du Bureau international de l'UPU

d'assistance technique qui permettent de faire progresser les paiements numériques postaux et les services d'épargne, d'assurance inclusive et de microfinance. Ces programmes d'assistance technique aident les opérateurs postaux à comprendre les besoins de la clientèle, à recueillir des informations sur les modèles potentiels de mise en œuvre, à renforcer les capacités et l'éducation financière du personnel et de la clientèle, à créer des plans de marketing visant à sensibiliser davantage la clientèle et à générer des recettes postales issues de nouveaux services.

Si les opérateurs postaux bénéficient d'innovations et de l'expertise, les partenaires ont l'occasion de conquérir de nouveaux marchés par le biais des infrastructures physiques et du contact étroit de l'UPU avec les régulateurs. Grâce à leurs efforts conjoints, les populations mal desservies – les femmes, les jeunes, les petites et moyennes entreprises et les petits exploitants agricoles – accèdent à des services compétitifs, cohérents et conformes ainsi qu'à l'éducation financière, pour les protéger des risques financiers, notamment des prestataires de services prédateurs tels que les usuriers.

AVANCÉES EN MATIÈRE DE PAIEMENTS, D'ÉPARGNE ET D'ASSURANCE

La stratégie a déjà fait ses preuves dans le domaine des paiements et de l'épargne, et des progrès similaires pour l'assurance inclusive sont à suivre à court terme.

Lancé par l'UPU avec le financement de Visa Inc. et la Fondation Gates en 2019, le mécanisme d'assistance technique pour l'inclusion financière (FITAF) de l'UPU a cherché à aider 20 opérateurs postaux à mettre en œuvre des services de paiements numériques et d'épargne. Ces projets ont été achevés en 2023, impliquant 5,3 millions de clients postaux mal desservis, dont 3,1 millions de femmes (Les réseaux postaux – Une plate-forme pour faciliter l'inclusion financière, 2023).

En s'appuyant sur la réussite du programme, Visa Europe Ltd. a signé récemment un accord d'une durée de cinq ans pour lancer une deuxième édition en commençant par le lancement de cinq projets pilotes en 2026.

«Nous espérons que les cinq prochaines années permettront de mettre en place un modèle reproductible pouvant faire évoluer efficacement des projets pilotes dans des programmes nationaux, positionnant ainsi les postes comme des leviers essentiels de la

transformation numérique et de l'inclusion financière du gouvernement. Pour les populations mal desservies, cela signifie un accès simplifié à des paiements numériques sécurisés, aux prestations sociales et aux envois de fonds qui arrivent de manière rapide et prévisible», déclare Louise Holden, responsable mondiale des partenariats avec Visa Government Solutions.

Outre l'expertise et le financement pour le FITAF 2, l'UPU et ses membres bénéficieront de l'intégration de la technologie de Visa au système de paiements postaux de l'UPU, y compris l'assistance en matière de cybersécurité.

«Visa espère que ce partenariat permettra de renforcer les relations à long terme avec les institutions publiques qui aident à accélérer l'innovation responsable. Au final, la récompense commune est l'interopérabilité des solutions de paiement, qui élargit l'offre pour la clientèle postale et offre un guide pratique que chaque membre postal peut adopter à son propre rythme», déclare Mme Holden.

Concernant l'assurance inclusive, l'UPU a signé des accords d'une durée de cinq ans avec AXA et CNP Assurances – une filiale de La Banque Postale (France). Les partenaires ont déjà posé les bases de l'assistance technique. Après avoir répondu à l'étude mondiale sur l'assurance inclusive parrainée par AXA-UPU, répertorié les besoins de la clientèle en matière d'assurance inclusive et fait l'inventaire des solutions et modèles d'assurance postale actuels dans le monde en 2024, le mécanisme d'assistance technique pour l'assurance postale (PITAF) a été lancé en juillet 2025. Le programme PITAF est déployé sur cinq marchés pilotes en 2026 et soutiendra les opérateurs postaux en créant, en développant ou en diversifiant leurs solutions et services d'assurance inclusive.

«AXA a la ferme conviction que les postes sont idéalement positionnées pour favoriser une protection accessible, attrayante et abordable pour les particuliers à revenu faible ou moyen et les petites entreprises. Pour concrétiser cette vision, la collaboration entre l'UPU et AXA permettra d'allier la confiance sans pareille et la portée inégalée des postes à la gestion des risques et à l'expertise en matière de conception des produits des assureurs, contribuant ainsi à l'avancée de l'inclusion financière et de la résilience au niveau international», déclare Garance Watez-Richard, Directrice générale d'AXA EssentiALL.

Selon Rosana Techima, responsable du développement durable du groupe CNP Assurances, «les partenariats public-privé

«Au final, la récompense commune est l'interopérabilité des solutions de paiement, qui élargit l'offre pour la clientèle postale et offre un guide pratique que chaque membre postal peut adopter à son propre rythme.»

Louise Holden

Responsable mondiale des partenariats avec Visa Government Solutions

comme celui que nous avons conclu avec l'UPU combinent la confiance et la portée des opérateurs postaux à l'expertise technique et à l'innovation des assureurs privés. Ensemble, nous pouvons accélérer les solutions d'assurance inclusive qui répondent aux besoins des communautés n'ayant pas facilement accès à des services d'assurance. Pour CNP Assurances, cette collaboration renforce notre mission de protection pour le plus grand nombre, tout en soutenant les postes en diversifiant les services et en améliorant leur rôle en matière d'inclusion financière.»

OCCASIONS DE FAIRE PROGRESSER LA MICROFINANCE

Le prochain objectif de l'UPU est la microfinance. L'organisation s'est associée à la Frankfurt School of Finance & Management pour mener des recherches visant à évaluer l'état de préparation de la poste à proposer des services de microfinance, à établir les besoins spécifiques de la clientèle mal desservie et à mettre en avant comment les partenariats peuvent permettre la fourniture de ces services. Les chercheurs sont convaincus qu'il s'agit d'une nouvelle opportunité où les postes, les partenaires et les citoyens sont tous gagnants.

L'accès à la microfinance peut aider à renforcer la résilience économique pour les populations mal desservies. Pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, cela signifie l'octroi de fonds pour lancer ou développer une entreprise et un soutien vital pour se remettre des chocs

économiques. La microfinance donne aux femmes et aux jeunes la possibilité de lancer leurs propres entreprises et de se former. Pour les petits exploitants agricoles, la microfinance postale peut leur donner un accès ponctuel à des fonds pour les aider à renforcer leur productivité et à gérer les risques liés au climat. En unissant leurs forces, les opérateurs postaux et les partenaires du secteur privé peuvent aider à combler les lacunes qui freinent la fourniture de service à ces groupes.

«Les opérateurs postaux inspirent confiance, élargissent la portée et développent l'infrastructure physique, tandis que les fournisseurs de solutions de microfinance du secteur privé et les fintech contribuent à l'innovation, à la technologie, à l'expertise en matière de gestion des risques et aux capacités de développement des produits. Lorsque ces forces sont combinées efficacement, elles peuvent considérablement réduire le coût et la complexité de la prestation des services financiers aux populations isolées et mal desservies», déclare Silke Mueffelmann, Directrice du département Inclusion financière et centre de compétences en entrepreneuriat social et Directrice des services de conseils internationaux de la Frankfurt School.

«Les partenariats sont les plus efficaces lorsqu'ils combinent l'efficacité numérique à la présence postale, plutôt que de tenter de remplacer l'une par l'autre. Les fournisseurs exclusivement numériques éprouvent régulièrement des difficultés pour toucher les populations rurales, peu alphabétisées ou dépendantes des espèces, tandis que les réseaux postaux font face seuls aux contraintes de coût et d'évolutivité. Grâce aux partenariats, chaque acteur peut se concentrer sur son avantage concurrentiel.»

Bien qu'elles soient toujours en cours, les recherches devraient cartographier les fournisseurs internationaux de solutions de microfinance postale et fournir une boîte à outils pour préparer les postes et les décideurs politiques à mettre en œuvre des modèles de microfinance postale évolutifs, y compris auprès des partenaires potentiels.

«Un domaine majeur d'analyse est celui des modèles opérationnels et de partenariat par le biais desquels les opérateurs postaux s'impliquent dans la microfinance, y compris la prestation directe et les partenariats avec les banques, les institutions de microfinance et les fournisseurs de fintech», ajoute Mme Mueffelmann.

Les résultats de ces recherches constitueront la base d'un futur programme d'assistance technique de microfinance postale de l'UPU,

Projets à venir:

FINANCE INCLUSIVE (FITAF 2)

PAYS SÉLECTIONNÉS
POUR LA PHASE 1:

BOTSWANA

CAMBODGE

ÉTHIOPIE

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

TÜRKIYE

ASSURANCE INCLUSIVE (PITAF)

PAYS SÉLECTIONNÉS
POUR LA PHASE 1:

BÉNIN

CHILI

MALAWI

TUNISIE

VIET NAM

Pour concrétiser cette vision, la collaboration entre l'UPU et AXA permettra d'allier la confiance sans pareille et la portée inégalée des postes à la gestion des risques et à l'expertise en matière de conception des produits des assureurs, contribuant ainsi à l'avancée de l'inclusion financière et de la résilience au niveau international.»

Garance Wattez-Richard

Directrice générale d'AXA EssentiALL.

à l'image du FITAF et du PITAF, pour lesquels l'UPU explore actuellement les possibilités de collaboration avec des partenaires potentiels du secteur privé. **KR**

Pour en savoir plus sur la manière dont les réseaux postaux et le secteur privé peuvent travailler ensemble pour faire progresser l'inclusion financière:

www.upu.int/en/publications/financial-inclusion/scalingup-postal-inclusive-insurance-zooming-in-on-innovative-postal-inclusive-insurance-models-an



www.upu.int/fr/publications/financial-inclusion/les-reseaux-postaux-une-plateforme-pour-faciliter-linclusion-financiere



Vous souhaitez travailler avec l'UPU sur la microfinance? Veuillez contacter Ihab Zaghloul, Chef du programme «Inclusion financière» de l'UPU (zaghloul@upu.int)



UNION POSTALE: 150 ANS D'ARTICLES

L'Union Postale Universelle a récemment célébré ses 150 ans, le 9 octobre 2024. L'année suivante, en 2025, le Bureau International a également fêté son 150^e jubilé. Mais il y a encore une autre composante importante de l'UPU qui fête ses 150 ans en même temps que le BI : la revue Union Postale, dont la parution a été ininterrompue depuis sa première édition en 1875 suite à l'établissement du Bureau à Berne.

Texte: VINCENT **SCHICKER**

En effet, dès le Congrès de Berne en 1874 le Bureau international est mandaté pour «[rédiger], à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemandes, anglaise et française» [Article XXVII § 9 du Règlement de détail et d'ordre, 1874] dans lequel «toutes les communications qui pourront profiter au service postal trouveront leur place» [Discours d'Eugène Borel lors de la dernière séance du Congrès de Berne, 1874].

Multilingue dès sa première édition (tirée à 4000 exemplaires), la revue phare de l'Union Générale des Postes, devenue Union postale Universelle en 1878, a reproduit pour son premier article en trois langues (français, allemand et anglais) un extrait du discours prononcé par Heinrich von Stephan lors du Congrès de Berne en 1874, à la fondation de l'Union: «On peut affirmer hardiment qu'une telle unanimité des Gouvernements de la grande majorité des peuples civilisés du globe, constitue un fait jusqu'ici sans égal dans l'histoire» (L'Union Postale 1875/1). D'une publication mensuelle comprenant au maximum cinq articles sur une vingtaine de pages, le format du journal expédié à l'entier des membres de l'Union a évolué au cours des années: publication bimestrielle dès 1877, puis trimestrielle à partir de 1888. 1874 ajouts de nouvelles langues mais aussi suppression d'autres: l'espagnol a été ajouté



Collection complète d'Union Postale [archives de l'UPU – UPU, Berne, 1875–aujourd'hui]

en 1922, le russe, l'arabe et le chinois en 1949. Cependant l'allemand a été suspendu entre 1949 et 1954, puis définitivement abandonné en 2017 au même titre que le russe. En 150 ans, le nom de la revue n'a changé qu'une fois: à partir de 1951, L'Union Postale devient simplement Union Postale.

Bien entendu, le sujet central de l'Union Postale a toujours été le service postal sous toutes ses formes : on y trouve des articles sur la question de la place des femmes parmi les employés des postes («De l'emploi des femmes dans le service postal, L'Union Postale 1875/15), sur l'inauguration d'écoles postales («Inauguration de l'Institut National des Postes et Télécommunications de la République Malgache», Union Postale 1968/10), les nouvelles technologies postales («Appareils pour l'acceptation automatique des colis», Union Postale 1981/2), les comptes rendus de Congrès... Mais aussi des informations sur le haut personnel des postes et du BI, une liste des publications reçues par le BI, les additions au catalogue de la cinémathèque, les envois de timbres à la collection de l'UPU, ainsi que la nécrologie d'anciens Directeurs généraux ou d'employés décédés au fil de leurs fonctions. Sans renoncer à des pointes d'humour sous la forme de texte ou de dessins de presse, l'Union Postale est aussi un média dans lequel de nombreux enjeux sur le futur du service postal ont pu être formulés, que cela soit sous la forme d'une

problématique posée par un article, ou au contraire de la suggestion de solutions proposées dans un numéro suivant, voire de réaction directe à un autre article. Espace de débat, espace de partage, l'Union Postale rassemble depuis sa création toutes les facettes du monde postal et son histoire.

Les contributions sous forme d'articles dans l'Union Postale ont été très variées. Dès ses débuts, la revue acceptait et publiait des articles rédigés non seulement par le personnel du Bureau International, mais également envoyés par des experts postaux rendant compte de leurs missions, ou encore même de simples employés des postes qui relatent leur expérience du travail postal, qu'il s'agisse d'expliquer sa pénibilité ou de faire connaître sa routine. Évoluant au fil des technologies disponibles, la photographie fait son entrée dans la publication de façon progressive dans les années 1920 pour devenir inévitable au cours des années 1960, au même titre que les reproductions de plans de bâtiments, d'organigrammes, et d'emblèmes postaux.

Témoin crucial du rôle que joue le Bureau International entre les membres de l'Union, la revue va plus loin que les circulaires ou lettres adressées aux administrations. Entre les pages de cette chronique se trouvent d'innombrables rapports et comptes-rendus, parfois étalés sur plusieurs numéros, donnant un portrait-robot de la situation des exploitations postales au sein des

Multilingue dès sa première édition (tirée à 4000 exemplaires), la revue phare de l'Union générale des Postes, devenue Union postale Universelle en 1878, a reproduit pour son premier article en trois langues (français, allemand et anglais) un extrait du discours prononcé par Heinrich von Stephan lors du Congrès de Berne en 1874, à la fondation de l'Union.

territoires membres de l'UPU. Livraison de courrier par kayak au Groenland (L'Union Postale 1877/10), situation de la formation postale sur le continent africain (Union Postale 1966/3) et service postal dominical en Lettonie (L'Union Postale 1924/5) sont autant d'exemples de ces coups d'œil sur les services postaux ces 150 dernières années. Mais au-delà de l'aspect purement factuel de ces articles, ils rappellent que L'Union Postale a toujours répondu au premier mandat du BI, qui est celui de servir de lien entre les membres, en informant les uns des évolutions des autres, en avertissant des résultats d'un essai de nouvelles méthodes, l'entier des membres bénéficient ainsi d'informations pertinentes pour leur propre évolution et leurs propres résolutions.

Même si aujourd'hui les articles vont plus facilement évoquer l'IA générative et l'économie mondiale plutôt que la poste pneumatique et les zeppelins, L'Union Postale continue de remplir son mandat en informant son lectorat des évolutions du monde postal en cinq langues, aujourd'hui complétée par une infolettre mensuelle Digital Union ainsi que les podcasts de Voice Mail et les articles du blog Postal Matters. **VS**

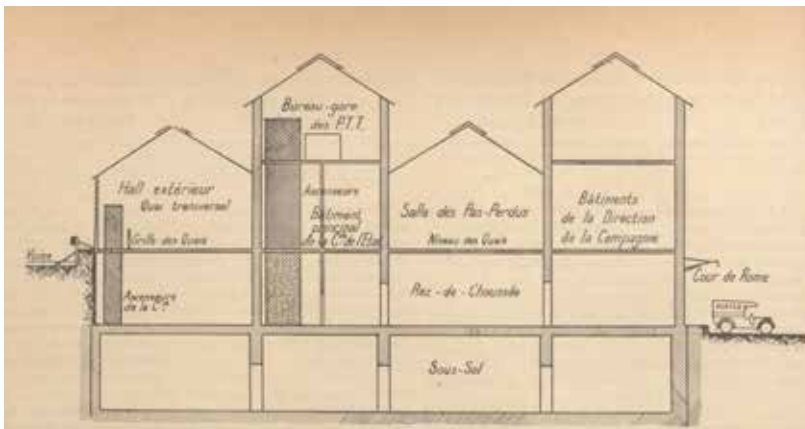


Fig. 1.

À gauche: premier diagramme publié dans Union Postale 1/1926 en lien avec l'article «Transport mécanique des sacs de lettres à la gare Saint-Lazare à Paris»

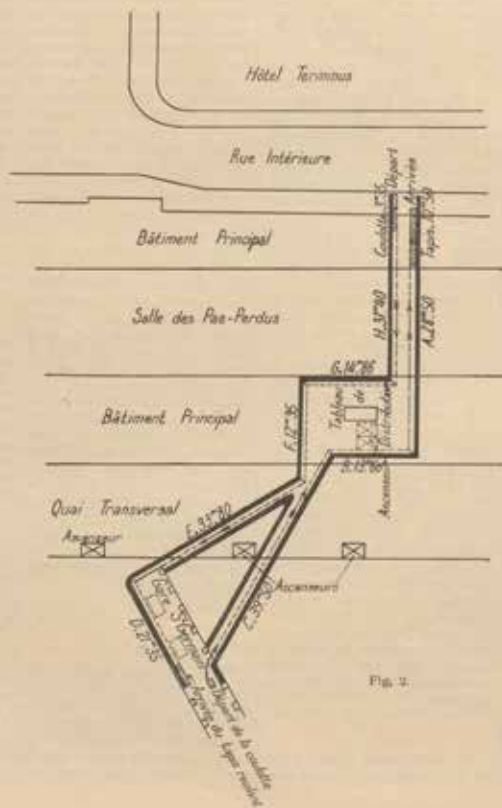
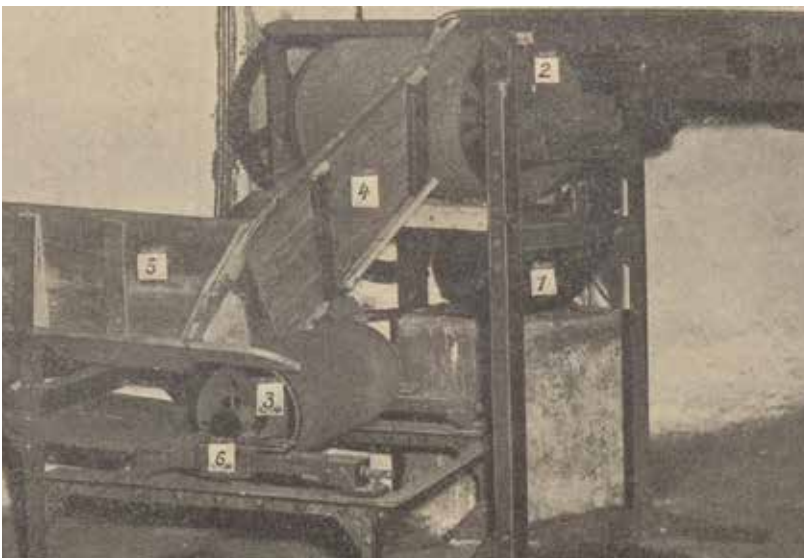


Fig. 2.

Témoin crucial du rôle que joue le Bureau international entre les membres de l'Union, la revue va plus loin que les circulaires ou lettres adressées aux administrations. Entre les pages de cette chronique se trouvent d'innombrables rapports et comptes rendus, parfois étalés sur plusieurs numéros, donnant un portrait-robot de la situation des exploitations postales au sein des territoires membres de l'UPU.



À gauche: suite de cet article dans Union Postale 2/1926, publiant la toute première image du «tapis de départ»

MULTILATÉRALISME TECHNIQUE ET L'UPU – MODÈLE DE COOPÉRATION DANS UN MONDE FRAGMENTÉ

Texte: RAJEEV **VENUGOPAL, PH.D**
Postes Canada

En tant qu'auteur de l'article «Delivering Diplomacy: The Universal Postal Union as a Post-Westphalian Construct», paru dans la publication célébrant le 150^e anniversaire de notre Union, j'ai mené une réflexion sur l'UPU non seulement comme une construction historique, mais aussi comme un cadre international pratique qui soutient l'interopérabilité transfrontière et l'efficacité dans les opérations postales. Le concept de «multilatéralisme technique» était central: il s'agit d'une approche fonctionnaliste des relations internationales qui donne la priorité à la création de protocoles normalisés et non politiques qui permettent au modèle postal universel de fonctionner de manière interopérable quelles que soient les frictions géopolitiques. Cet article cherche à étendre la compréhension que nous avons de ce concept.

Alors que des organes traditionnels dans le système onusien (comme le Conseil de sécurité) reflètent souvent des dynamiques politiques, économiques et idéologiques de pouvoir, des organes multilatéraux techniques tels que l'UPU se concentrent sur les rouages invisibles de l'ordre mondial nécessitant un mouvement perpétuel et homogène. De tels organes ont un mandat spécialisé et s'appuient sur des cadres dictés par des experts et basés sur des règles. Ce *modus operandi* technocratique contraste avec des formes plus conventionnelles de multilatéralisme politique qui se concentrent sur des intérêts politiques ou idéologiques plus larges. Dans un sens philosophique, le multilatéralisme technique est une forme de coopération internationale moins axée sur ce que croient les nations, et plus centrée sur la manière dont elles peuvent interagir dans la poursuite d'objectifs partagés.

La création de l'UPU par le Traité de Berne en 1874 s'est déroulée dans le contexte des Traités de Westphalie de 1648 et



l'apparition du système d'État moderne. Dans un monde composé d'États souverains avec des frontières définies et défendues, les fondateurs de notre Union postale ont privilégié le caractère opérationnel plutôt que l'intégration territoriale, rendant l'Union moins menaçante pour la souveraineté nationale à une époque où de grandes puissances émergeaient et chutaient, et où l'ordre du monde colonial était à un point d'inflexion. En mettant l'accent sur le mandat opérationnel de l'Union naissante, les coûts collectifs de transaction du déplacement de documents et de marchandises à travers le globe ont été abaissés, les normes communes ont supprimé les points de friction et les coûts associés à la collecte, au transport et à la distribution ont été efficacement réglés.

Les principes fondateurs de l'UPU de liberté de transit, de non-discrimination, de réglementation postale uniforme et d'établissement d'un Bureau international centralisé ont défié les normes prévalentes des relations internationales. En cent cinquante-deux années d'existence, l'UPU est passée de 21 à 192 Pays-membres et elle a été responsable de l'introduction d'outils normalisés comme le code à barres

S10, les données électroniques préalables, les centres de traitement du courrier international, le système de rémunération de frais terminaux, les plans d'intégration des produits, de rémunération intégrée et d'intégration de la qualité de service, etc. Alors que nous réfléchissons à l'avenir de l'UPU en cet âge d'or du commerce électronique, elle a un rôle à jouer dans des domaines comme l'évolution des régimes douaniers et d'entrée, la création de solutions efficaces pour le transport sur longues distances, le développement d'outils d'intelligence artificielle (IA) pour absorber des données électroniques de masse afin d'identifier les risques en matière de sécurité, la facilitation du suivi prédictif et ainsi de suite. Si l'opérateur postal doit réussir dans un paysage nouveau et féroce et compétitif, alors le réseau postal mondial doit également devenir la colonne vertébrale d'une infrastructure de communication omnicanale de confiance qui participe à des activités postales non traditionnelles comme les services financiers et l'authentification de la numérisation.

En tant que politologue de formation, je trouve que l'intérêt technocratique de l'UPU est sa caractéristique la plus essentielle et

l'une que je trouve convaincante. Mais ce n'est ni un accident ni une coïncidence. Depuis ses débuts, l'Union donne la priorité au rôle des experts postaux par rapport à celui des diplomates. En 1863, Montgomery Blair, Postmaster General de United States Postal Service, a organisé une conférence à Paris (France) à laquelle il a invité des experts postaux – plutôt que des diplomates professionnels – issus de 15 pays pour un échange de vues. Cette conférence et le Congrès de Berne 1874 n'étaient pas de simples rassemblements diplomatiques; il s'agissait d'espaces au sein desquels des spécialistes techniques devaient mettre au point un modèle de coopération internationale à travers l'établissement de normes et la priorité placée sur la circulation efficace des marchandises via un réseau partagé. Nous sommes reconnaissants envers les architectes de notre Union pour avoir découpé le «comment» du «pourquoi», et en 2026, si nous continuons à «nous en tenir à notre rôle», nous réussirons à aller de l'avant.

En tant que chef de délégation lors de multiples Congrès et réunions des Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale, j'ai remarqué que la plupart des questions examinées au sein de notre Union relevaient d'une compétence purement postale et restaient généralement à l'écart de toute idéologie, évitant ainsi la description que Max Weber a faite de la politique: «Un effort tenace et énergique pour tarauder des planches de bois dur.» Bien évidemment, rien de ce qui précède ne doit laisser penser que l'UPU ne subit pas des pressions existentielles. Le multilatéralisme technique est loin d'être un ensemble statique de règles; il constitue une négociation vivante et aérée entre ses membres testée quotidiennement dans tous les détails de notre secteur. Mais je suis optimiste pour l'avenir et encouragé par la volonté manifestée par les membres de l'Union de répondre aux questions telles que l'avis de retrait des États-Unis d'Amérique, les réformes en profondeur du système de frais terminaux, la pandémie mondiale de COVID-19, l'introduction du système de contrôle des importations ICS2 (qui exige la transmission avant arrivée des données électroniques pour les envois postaux destinés aux pays de l'Union européenne ou transitant par ceux-ci, la suspension de l'exemption de minimis par les États-Unis d'Amérique et l'érosion préjudiciable des volumes postaux dans les canaux commerciaux.

Le multilatéralisme technique tel qu'illustré par l'UPU représente l'une des formes

les plus durables, résilientes et réussies de coopération internationale. Alors que d'autres organes et unions politiques peuvent connaître une fracture due à des différences normatives ou qualitatives, la priorité accordée par l'UPU à son mandat de base lui donne un intérêt singulier. Comme les nations (et les groupes de nations qui s'autogouvernent collectivement par des constructions de souveraineté partagée) exigent un plus grand contrôle de leurs propres frontières et régimes de taxation, des organes multilatéraux gérés par des technocrates permettent aux nations d'appliquer leurs lois spécifiques, assurant ainsi une amélioration plutôt qu'une dilution de leur souveraineté. Et il convient de noter que les nations gardent ces canaux ouverts non par amitié, mais parce que le coût de la déconnexion est souvent trop élevé.

C'est là que la tension supposée entre souveraineté nationale et connectivité globale est rendue illusoire. En effet, nous pouvons atteindre les deux, pour autant que notre Union soit assez résiliente pour gérer d'inévitables complexités. Cette façon d'exploiter le multilatéralisme technique peut être observée dans d'autres organes de l'ONU, comme l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation mondiale des douanes, qui se concentrent sur leurs propres mandats à portée limitée plutôt que sur la géopolitique élargie. Dans le cas de notre Union, la capacité à maintenir les flux postaux dans presque toutes les situations souligne aussi son rôle humanitaire et pacifique.

En se tournant vers l'avenir, je crois que l'UPU doit continuer à opérer comme un organe technique spécialisé et comme un pont invisible qui maintient la circulation des envois postaux à travers le monde. Elle est la «pierre de Rosette» qui permet aux 192 opérateurs postaux de parler une seule langue logistique pour qu'une lettre ou un paquet puisse naviguer à travers un labyrinthe complexe de frontières internationales entre deux points du globe. Le multilatéralisme technique n'est pas un quelconque concept éthéré ou anachronique, mais plutôt un modèle pour notre avenir. Alors que nous évoluons vers un nouvel ordre mondial et une ère de concurrence géopolitique accrue, le travail discret de l'UPU géré par des experts restera une architecture essentielle de l'inclusion et de la connectivité mondiales et une lueur d'espoir pour une coopération multilatérale efficace. **RV**



«Si l'opérateur postal doit réussir dans un paysage nouveau et féroce et compétitif, alors le réseau postal mondial doit également devenir la colonne vertébrale d'une infrastructure de communication omnicanale de confiance qui participe à des activités postales non traditionnelles comme les services financiers et l'authentification de la numérisation. En tant que politologue de formation, je trouve que l'intérêt technocratique de l'UPU est sa caractéristique la plus essentielle et l'une que je trouve convaincante. Mais ce n'est ni un accident ni une coïncidence.»

EN INDE, DIGIPIN ET L'AVENIR DE L'ADRESSAGE POSTAL

Dans un contexte où le commerce électronique et la logistique à l'échelle mondiale sont en pleine évolution, la transition des adresses postales traditionnelles à des références de localisation codées numériquement montre plus généralement comment les services postaux et de livraison gèrent les informations géographiques.

Texte: TITANI JOSEPH **MKANALUMO**

Le lancement par l'Inde du numéro d'indicateur postal numérique (DIGIPIN) s'inscrit dans le cadre de ce débat plus large sur l'adressage numérique. Au lieu de remplacer le système actuel de codes postaux, cette initiative met en place un système géocodé de référence qui relie les emplacements physiques à des identifiants numériques structurés.

En Inde, la situation en matière d'adressage reflète l'urbanisation rapide, les modes d'implantation informels et la diversité linguistique. Les vastes zones couvertes par les codes postaux, le fait de s'appuyer sur les délimitations administratives et de dépendre des connaissances locales peuvent poser problème dans des contextes où la lisibilité mécanique et le traitement automatisé sont de plus en plus importants. En réponse, le



Ministère des postes, en collaboration avec IIT Hyderabad et le Centre national de télédétection, a mis au point un système géocodé conçu pour fonctionner indépendamment des éléments descriptifs de l'adresse.

DIGIPIN attribue un code alphanumérique unique de 10 caractères à des lieux situés sur tout le territoire. Le système définit un cadre géographique et le subdivise hiérarchiquement en 10 niveaux, créant ainsi des cellules de quadrillage d'environ 3,8 mètres sur 3,8 mètres. Ce niveau de résolution correspond à la précision de positionnement des systèmes mondiaux disponibles de navigation par satellite. Chaque cellule de quadrillage peut être identifiée sans recourir à des noms de localités, à des repères géographiques ou à des divisions administratives. Comme le codage est strictement dérivé des coordonnées de latitude et de longitude, le codage et le décodage peuvent être effectués localement, sans avoir recours à une base de données centrale ni à une connexion permanente au réseau. De plus, aucune autorité centrale n'est chargée

d'attribuer les codes ni aucun registre central de stocker des données d'adresses.

Selon les responsables du Ministère indien des postes, «DIGIPIN est conçu comme une infrastructure numérique permanente, indépendante des délimitations administratives, des changements d'affectation des sols, des nouvelles constructions et des modifications apportées aux noms de lieux ou de rues. Les développements futurs, tels que la création de nouveaux lotissements ou la mise en place d'infrastructures, n'ont aucune incidence sur le système DIGIPIN sous-jacent, ce qui le rend robuste et à l'épreuve du temps.»

Agnieszka Urbaniec, responsable «Partenariats et développement des activités» au sein du programme «Solutions d'adressage» du Bureau international de l'UPU, indique que DIGIPIN constitue une avancée intéressante dans le contexte plus large de l'adressage numérique. Elle constate que, dans de nombreux pays, les systèmes fondés sur les codes postaux traditionnels continuent de fonctionner

efficacement. Ces codes sont largement utilisés pour la distribution du courrier, la planification logistique, le découpage en zones de services et la tarification dynamique de la distribution. Ainsi, des systèmes plus précis de localisation peuvent servir d'outils complémentaires, notamment dans les environnements où l'intégration numérique des services est en pleine expansion.

DIGIPIN a été mis en place dans le cadre de l'infrastructure publique numérique de l'Inde et repose sur un modèle «Address-as-a-Service» (AaaS). Grâce à des interfaces de programmation d'applications (API) open source et aux documents techniques accessibles au public, le système permet l'intégration dans les processus logistiques, administratifs et de prestation de services. Cette approche permet d'accéder à des identifiants géographiques structurés via des interfaces numériques, plutôt que de se baser uniquement sur des ensembles de données statiques.

Selon les responsables du Ministère indien des postes, «DIGIPIN a été conçu pour offrir une infrastructure numérique partagée et basée sur des normes ouvertes, l'interopérabilité entre les secteurs, des API open source et le modèle AaaS ainsi qu'une plate-forme d'innovation pour les entités publiques et privées».

«Les développements futurs, tels que la création de nouveaux lotissements ou la mise en place d'infrastructures, n'ont aucune incidence sur le système DIGIPIN sous-jacent, ce qui le rend robuste et à l'épreuve du temps.»

Agnieszka Urbaniec

Responsable «Partenariats et développement des activités» au sein du programme «Solutions d'adressage» du Bureau international de l'UPU

Au niveau international, l'intérêt des initiatives en matière d'adressage numérique réside surtout dans leur interopérabilité dans les opérations postales internationales. Cela souligne l'importance de disposer de données fiables de référence, notamment via des ensembles de données ou d'API, pour vérifier les adresses dans le cadre des données électroniques préalables (EAD), qui font désormais partie intégrante du dédouanement, de l'acheminement et de l'évaluation des risques.

L'UPU fournit des services de données d'adressage, notamment des bases de données de référence sur les codes postaux et des outils de validation basés sur des API, afin d'aider les pays et les opérateurs postaux à gérer des informations d'adressage cohérentes et lisibles par machine à des fins opérationnelles et pour les EAD. Selon Agnieszka Urbaniec, l'UPU entend poursuivre le dialogue sur les façons d'intégrer les nouveaux systèmes, tels que le DIGIPIN de l'Inde, dans les cadres internationaux de données d'adressage pour faciliter l'interopérabilité transfrontalière. La cohérence et la clarté des éléments d'adresse facilitent ainsi le traitement opérationnel sur différents territoires.

Selon l'UPU, si les innovations nationales peuvent apporter de nouveaux procédés techniques quant à leur représentation, leur portée internationale dépend de leur compatibilité avec les cadres communs de données. Les échanges postaux internationaux impliquent qu'un pays transmette des EAD à plusieurs opérateurs de destination, chacun évoluant dans des cadres réglementaires et techniques distincts. Des données structurées et interprétables d'adresses permettent le traitement cohérent dans ce type d'échanges. Le rôle de l'UPU est donc plutôt de faciliter les échanges que de fixer de nouvelles règles. Il n'existe pas de norme mondiale unique en matière de codes postaux, et les systèmes d'adressage nationaux varient beaucoup en termes de structure et de format. L'objectif n'est donc pas de privilégier un modèle par rapport à un autre, mais de faciliter l'interopérabilité, les cadres de qualité des données et les principes techniques communs.

«Le véritable risque de fragmentation apparaît lorsqu'il n'existe pas de vision commune sur la manière dont ces systèmes peuvent fonctionner dans un contexte international. Il est essentiel que les systèmes d'adressage numérique puissent être

cartographiés, validés et traités de manière cohérente dans différents contextes techniques et réglementaires. Si cette couche d'interopérabilité manque, cela pourrait donner lieu à des systèmes parallèles qui fonctionnent bien au niveau national, mais qui compliquent les flux internationaux de lettres et de colis», explique Agnieszka Urbaniec.

Avec l'apparition de nouveaux modèles d'adressage numérique, une attention particulière est accordée à leur compatibilité avec les exigences en matière d'EAD. Des mécanismes tels que les API normalisées et les services structurés de validation font partie des outils pour atteindre cet objectif, tout en respectant la gouvernance nationale des données d'adresses.

Les questions relatives à la protection de la vie privée restent aussi au cœur des débats sur l'adressage numérique. Une distinction est maintenue entre les identifiants géographiques et les données personnelles. DIGIPIN contient des coordonnées géographiques; aucune donnée à caractère personnel n'est nécessaire pour générer un DIGIPIN.

L'UPU souligne également l'importance de veiller à ce que les données numériques d'adresses soient traitées dans le cadre des garanties juridiques et réglementaires appropriées.

«Un principe fondamental est que les informations numériques précises d'adresse ne doivent pas, à elles seules, servir à identifier des personnes. Les données d'adressage et les données à caractère personnel ont des objectifs différents, et il faut des garanties juridiques, techniques et réglementaires pour mettre en place des systèmes d'adressage numérique qui respectent la vie privée et la protection des données», insiste Agnieszka Urbaniec.

DIGIPIN a été lancé en mars 2025 en tant qu'infrastructure numérique de référence, et des projets pilotes ont été mis en place en janvier 2026 afin d'étudier des cas pratiques allant de la prestation de services municipaux et de l'urbanisme aux interventions d'urgence et aux communications administratives au dernier kilomètre.

Plus les données électroniques jouent un rôle central dans la performance des services postaux, plus la capacité à localiser des emplacements précis et vérifiables peut devenir importante dans l'évolution en cours des systèmes d'adressage à l'échelle mondiale. **TJM**

ALGÉRIE

ALGÉRIE POSTE souhaite mettre en place un projet pilote pour un kiosque en libre-service postal et un service Dropbox Lite par le biais de son partenariat avec imageHolders, le fournisseur de solutions de kiosque en libre-service. La collaboration comprend également d'autres institutions, Norafric Technology, Reason Solutions et 3S Pay. La solution s'inscrit dans le cadre du programme de numérisation et d'automatisation de la poste pour améliorer le service à la clientèle, renforcer l'accessibilité et optimiser les transactions. Le déploiement des kiosques, qui seront fournis en mai 2026, permettra à la clientèle de réaliser des expéditions, de déposer des colis et des lettres et d'imprimer des récépissés, des avis de confirmation et des informations de suivi. Les nouveaux kiosques sont dotés d'écrans tactiles conviviaux et d'une conception inclusive, les rendant simples à utiliser par tous, y compris les personnes ayant des besoins spécifiques en matière d'accessibilité.

(Source: postandparcel.info)

BANGLADESH

Le département postal du Bangladesh, **BANGLA POST**, a achevé l'expédition de bulletins de vote à plus de 767 000 électeurs expatriés dans plus de 121 pays. L'opération de vote à l'étranger à grande échelle impliquait une chaîne logistique sophistiquée qui a utilisé cinq compagnies aériennes pour assurer la distribution aux électeurs inscrits dans des régions telles que l'Arabie saoudite, la Malaisie et le Qatar. Les travaux ont notamment impliqué la facilitation d'une livraison sécurisée et vérifiable pour plus de 1,5 million d'électeurs inscrits et s'inscrivent dans le cadre de la collaboration des postes avec la commission électorale du Bangladesh. La poste tire parti de sa couverture nationale d'infrastructures pour soutenir la gouvernance nationale et la participation civique à l'échelle internationale. Bangla Post a réalisé cette opération avec l'aide de la commission électorale, du Ministère des affaires étrangères, du Ministère des postes, des télécommunications et de la technologie de l'information, de l'autorité de l'aviation civile et de cinq compagnies aériennes (Biman Bangladesh Airlines, Emirates, Malaysia Airlines, Singapore Airlines et Saudia Airlines).

(Source: en.bonikbarta.com)

FLASH INFO

Texte: TITANI JOSEPH
MKANALUMO

BELGIQUE

Le groupe **BPOST** est devenu bnode depuis le 9 décembre 2025 dans le but d'unifier l'identité de l'entreprise. Cette mesure englobe les trois unités commerciales de bnode: paxon (3PL), Landmark Global et bpost. Le changement représenterait un repositionnement stratégique pour transformer un opérateur postal avec des capacités logistiques en un leader logistique proposant aussi des services postaux.

Le groupe, qui fonctionne actuellement sous 31 marques différentes ayant chacune des valeurs et un positionnement spécifiques, se transforme en structure à quatre marques pour améliorer la clarté, la cohérence et l'impact commercial, pour que la clientèle puisse reconnaître facilement la gamme complète de services fournis.

(Source: parcelandpostaltechnologyinternational.com)

CANADA

POSTES CANADA a proposé un plan complet de transformation avec une feuille de route détaillée pour une prestation de services postaux durables. Le changement vient après que le Gouvernement a chargé la poste de mettre en œuvre des changements en réponse à l'évolution de l'environnement commercial et pour renforcer son efficacité. Le plan propose de convertir la distribution à domicile en boîtes postales communautaires, de moderniser son réseau de bureaux de poste, de modifier les normes de service pour la poste aux lettres et de réduire les frais généraux. Les changements veilleront à ce que les services postaux demeurent accessibles à tous les Canadiens, en particulier à ceux des communautés rurales, isolées et autochtones. Le plan se fonde sur cinq principes: traiter en priorité le service à tous les citoyens, agir avec prudence pour limiter au maximum les perturbations lors de la transformation, traiter le personnel avec respect, garder les Canadiens informés des changements en cours et rester flexible pour adapter l'approche à l'évolution des besoins des citoyens.

(Source: canadapost-postescanada.ca)

COLOMBIE

L'opérateur du service des postes de Colombie, **4-72**, et le Ministère de la prospérité sociale ont créé un groupe de travail visant à définir les orientations d'un accord interadministratif qui permettra l'union des capacités logistiques et humaines pour l'approvisionnement des marchés dans la lutte contre la faim dans les régions les plus vulnérables du pays. L'initiative cherche à accélérer la distribution d'aide aux familles vulnérables en tirant parti de la vaste couverture et de la capacité opérationnelle de la poste. En outre, la collaboration permettra au Gouvernement de relier les territoires, de transformer des vies et d'apporter de l'espoir aux quatre coins du pays.

(Source: 4-72.com.co)

ÉTHIOPIE

Dans le but de moderniser les opérations postales, **ETHIOPOST** a lancé deux applications numériques («Virtual Post Box» et «Post Market») dans le cadre de sa stratégie numérique et des opérations de mise à niveau. Les applications sont devraient réduire les barrières commerciales rencontrées par les petites et moyennes entreprises et à renforcer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

Les systèmes permettent à la clientèle sans numéro personnel de boîte aux lettres d'utiliser leur numéro de téléphone comme adresse postale en les autorisant à recevoir des informations de manière instantanée à l'arrivée de leurs envois ou des messages par le biais de leur téléphone mobile. Les innovations intègrent une technologie moderne à des services classiques en tirant parti de leurs avantages pour améliorer l'efficacité.

(Source: postandparcel.info)

INDONÉSIE

PT Pos INDONESIA (PERSERO) a lancé des services de fret internationaux spécialisés pour les travailleurs migrants et les pèlerins d'Hajj et d'Omra. Le service a pour objectif de simplifier l'expédition depuis l'étranger vers l'Indonésie en proposant un assouplissement des taxes douanières d'importation, des taux compétitifs et un suivi en temps réel du fret aérien. L'opérateur postal se coordonnera avec les ministères concernés pour assurer la conformité douanière et la sécurité des expéditions,

un changement qui transforme le fournisseur de services postaux de la poste traditionnelle en un prestataire logistique international solide. Outre le fait de soutenir la diaspora indonésienne, le service permettra aussi de renforcer les recettes de l'opérateur postal grâce à des réseaux intégrés, sécurisés et nationaux de distribution.

(Source: en.antaranews.com)

IRAQ

IRAQ POST aide sa clientèle à gagner du temps et à économiser ses efforts en simplifiant les procédures grâce à l'application Tasheel. Ce projet vise à simplifier les procédures, améliorer l'expérience des citoyens et ouvrir la voie à la transformation numérique en matière de services gouvernementaux. L'application Tasheel est une plate-forme nationale pour échanger des documents et réaliser des transactions entre les citoyens, les agences gouvernementales et les institutions par le biais de la poste. L'application garantira des transactions fluides en ligne sans que la clientèle n'ait besoin de se déplacer physiquement entre les services et d'endurer de longues attentes ou de voir leurs transactions bloquées en raison de documents oubliés. Le service postal traitera les documents reçus en toute sécurité, les transmettra aux ministères concernés et retournera par la suite les documents à la clientèle.

(Source: post.iq)

IRLANDE

L'opérateur postal national de l'Irlande, **An Post**, a franchi une étape importante en matière de développement durable en réduisant ses émissions de carbone de 50%. Cet objectif a été atteint trois mois à l'avance du calendrier prévu, ce qui place An Post parmi les premiers opérateurs postaux au monde à avoir atteint cet objectif. Cette réduction a été obtenue grâce à la stratégie «Green Light Strategy» de 200 millions d'EUR de l'opérateur, qui couple la transformation des activités à la durabilité environnementale et aux performances commerciales. Environ 100 millions d'EUR ont été investis spécifiquement dans les opérations de décarbonisation, qui ont abouti à l'électrification de plus de la moitié des itinéraires de distribution. De plus, 95% des véhicules lourds roulent désormais à l'huile végétale hydrotraitée («hydrotreated vegetable oil» ou HVO) renouvelable et 99% des bâtiments sont alimentés à l'énergie verte. An Post vise

désormais la neutralité des émissions carbone d'ici à 2030 avec de nouveaux véhicules électriques et des camions fonctionnant au HVO et souhaite étendre dans les prochaines années l'utilisation de l'énergie solaire dans son bâtiment.

(Source: parcelandpostaltechnologyinternational.com)

KENYA

L'opérateur postal du Kenya, Postal Corporation of Kenya ou **POSTA KENYA**, invite le Gouvernement à accélérer sa feuille de route intitulée «PostCap Memo» et conçue pour transformer la poste en centre moderne pour le commerce électronique et la finance numérique. La feuille de route PostCap Memo se fonde sur trois piliers de modernisation, la révolution PostaPay et l'optimisation des actifs. En outre, le plan vise à officialiser le rôle de Posta Kenya en tant que fournisseur national de services administratifs en ligne et de paiements électroniques, conservant ainsi la pertinence de la poste comme moteur de l'inclusion financière.

(Source: the-star.co.ke)

MALAISIE

Pos Malaysia a été reconnu comme une institution logistique écologique grâce à trois grands prix du développement durable pour son excellence en matière d'innovation, son efficacité énergétique et ses performances ESG (Environnement, Social et Gouvernance). L'opérateur postal a été récompensé lors du Malaysia International Halal Showcase Services Innovation & Sustainability Award 2025 pour son outil «Pos Hijau Carbon Emissions Tool», permettant à la clientèle de suivre les émissions de carbone pour chaque expédition. Le prix a mis en avant l'ambitieux déploiement des véhicules électriques de Pos Malaysia, avec plus de 1500 véhicules électriques circulant dans tout le pays, ce qui représente la plus grande flotte de véhicules électriques dans le secteur de la logistique en Malaisie. L'opérateur postal a aussi remporté le prix National Energy Awards 2025 pour la gestion énergétique dans ses centres de Bangi et Seri Kembangan. Pos Malaysia a aussi gagné l'or aux The Edge ESG Awards 2025 dans la catégorie relative au transport et à la logistique.

(Source: parcelandpostaltechnologyinternational.com)

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE ET JORDANIE

SYRIA POST et **JORDAN POST** s'orientent vers une coopération plus étroite pour faire progresser la transformation numérique. Le partenariat se concentre sur l'intégration du commerce électronique, la modernisation des services financiers et l'adoption des technologies opérationnelles jordaniennes pour renforcer l'efficacité postale transfrontalière. En partageant leur expertise technique et leur savoir-faire, le partenariat souligne une tendance régionale selon laquelle les deux opérateurs postaux souhaitent améliorer l'efficacité du service, surmonter les défis relatifs aux infrastructures et mettre en place un réseau postal connecté et technologiquement avancé. L'initiative témoigne d'une tendance régionale plus large à la coopération, dans la mesure où les opérateurs postaux cherchent des solutions évolutives et axées sur la technologie pour soutenir le commerce et la fourniture du service numérique.

(Source: sana.sy)

THAÏLANDE ET RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

THAILAND POST et **LAO POST** ont conclu un partenariat pour stimuler la connectivité de l'économie numérique dans l'ensemble du corridor Thaïlande-République démocratique populaire lao-Chine. Les cadres conjoints de travail incluent des systèmes d'échange de sacs postaux scellés et non scellés pour le transport aérien et terrestre et le service de courrier express à travers les ponts de l'amitié lao-thaïlandaise, intégré avec l'échange de données informatisé pour des processus douaniers sûrs et rapides. Le partenariat permet d'étendre encore davantage le service de paiement à la distribution (qui permet aux acheteurs de payer par espèces ou par services bancaires mobiles à la distribution des envois) et les services ePacket pour soutenir les petites et moyennes entreprises et les vendeurs particuliers. L'accord permettra en outre de moderniser le secteur de la finance numérique en développant notamment des portefeuilles électroniques et des canaux de paiements électroniques. De plus, un partenariat renouvelé avec Western Union permettra de proposer des transferts d'argent internationaux sécurisés, modernes et transparents. Le pacte renforcera la position de Thailand Post en tant que leader dans le domaine de la logistique en Asie du Sud-Est.

(Source: postandparcel.info)

WNS

PREMIÈRE ÉTAPE DE TON PARCOURS PHILATÉLIQUE



SCANNE ET IDENTIFIE TES TIMBRES

Authentique, précis et gratuit





TRAINPOST

TRAINPOST propose des programmes de formation adaptés à la diversité des besoins des organisations postales quels que soient leur taille, leur région ou leur niveau de développement. Efficacité opérationnelle, transformation numérique, logistique, EMS, commerce électronique et cadres réglementaires: TRAINPOST propose du contenu d'apprentissage de haute qualité, élaboré par des experts mondiaux.

L'apprentissage flexible en ligne permet à vos organisations postales de gagner des compétences essentielles à leur rythme et dans la langue qu'elles préfèrent.

Améliorez l'expertise de votre personnel, augmentez la qualité de service et soutenez le développement professionnel continu au sein de votre entreprise.

Que vous soyez 10 ou 10 000, TRAINPOST s'adapte aux besoins de votre entreprise avec des outils fiables de suivi, d'établissement de rapports et de certification.

Principaux avantages pour les Pays-membres de l'UPU

Accès à des programmes exclusifs de formation de l'UPU

Soutien pour les stratégies postales nationales et régionales

Apprentissage normalisé aligné sur les réglementations postales mondiales

Capacités opérationnelles renforcées dans un écosystème postal en pleine évolution

Renforcement des compétences pour le commerce électronique, la dématérialisation et les services transfrontaliers



Pour en savoir davantage sur les cours TRAINPOST, rendez-vous sur

WWW.UPU-TRAINPOST.COM

LECTURES, RECOMMANDÉES

ONU DAES

Octobre 2025

**PROGRESSER ENSEMBLE – HUIT
DÉCENNIES D'AVANCÉES VERS LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR
TOUS**



<https://desapublications.un.org/advancing-together>



OMS

DÉCEMBRE 2025

**STRATÉGIE MONDIALE SUR LA SANTÉ
NUMÉRIQUE 2020–2027**



<https://www.who.int/publications/i/item/9789240116870>



UIT

2025

**ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT
NUMÉRIQUE – RAPPORT MONDIAL
SUR LA CONNECTIVITÉ DE 2025**



https://www.itu.int/hub/publication/d-ind-ict_mdd-gcr-2025-4/



DÉCOUVREZ LES DERNIÈRES ANALYSES, ACTUALITÉS ET INNOVATIONS DU SECTEUR POSTAL MONDIAL – DÉSORMAIS ACCESSIBLES GRATUITEMENT EN LIGNE.

Accédez aux quatre numéros de notre magazine phare dans la langue de votre choix.



UNION POSTALE est la revue phare de l'UPU depuis 1875. Chaque édition est diffusée une fois par trimestre en plusieurs langues, donnant une opportunité régulière aux annonceurs de toucher leur public cible.

Chaque année, quelque 12 000 exemplaires d'UNION POSTALE sont envoyés à des listes de diffusion renommées. L'essentiel des lecteurs se compose de décideurs de haut rang des postes et ministères nationaux des 192 Pays-membres de l'UPU, dont des dirigeants postaux, des responsables des opérations, des experts techniques, des régulateurs industriels et des ministres des gouvernements.

Quelque 1000 exemplaires supplémentaires du magazine sont également distribués chaque année pendant les réunions des instances décisionnaires de l'UPU, le Conseil d'exploitation postale et le Conseil d'administration, auxquelles participent des milliers de délégués des Pays-membres ainsi que des événements spéciaux du secteur postal tels que POST-EXPO.

Une publicité dans UNION POSTALE touche un public très international.

Ce magazine est la seule publication de l'UPU qui accepte la publicité. Une seule demande de réservation vous garantit la parution de votre publicité dans toutes les langues de publication de la revue, sur support papier et en ligne.

Idéalement, votre publicité doit être envoyée au format pdf dans chacune des langues disponibles.

UNION POSTALE n'accepte pas les publiportages.

Tarifs publicitaires 2025

Pleine page	Réserver une édition	Réserver quatre éditions (5% de remise)	Réserver huit éditions (10% de remise)
Pages intérieures	2 000 EUR	7 600 EUR	14 400 EUR
Deuxième de couverture	2 100 EUR	7 980 EUR	15 120 EUR
Troisième de couverture	2 100 EUR	7 980 EUR	15 120 EUR
Quatrième de couverture	2 300 EUR	8 740 EUR	16 560 EUR

CONTACT

Yana Brugier,
Rédactrice en chef

ADRESSE ÉLECTRONIQUE:

yana.brugier@upu.int

TÉLÉPHONE: +41 31 350 31 11

REVUE UNION POSTALE

Union postale universelle
Weltpoststrasse 4
3015 BERNE
SUISSE

 @UPU_ONU

 @UNIVERSAL_POSTAL_UNION

 @UPU_UN

 @UNIVERSALPOSTALUNION

 @UNIVERSAL-POSTAL-UNION

 @UNIVERSALPOSTALUNION

